

TRAITE
DU
DROIT
PUBLIC

PAR

B

8932

CHAMBRE DES PAIRS

BIBLIOTHEQUE DU SENAT

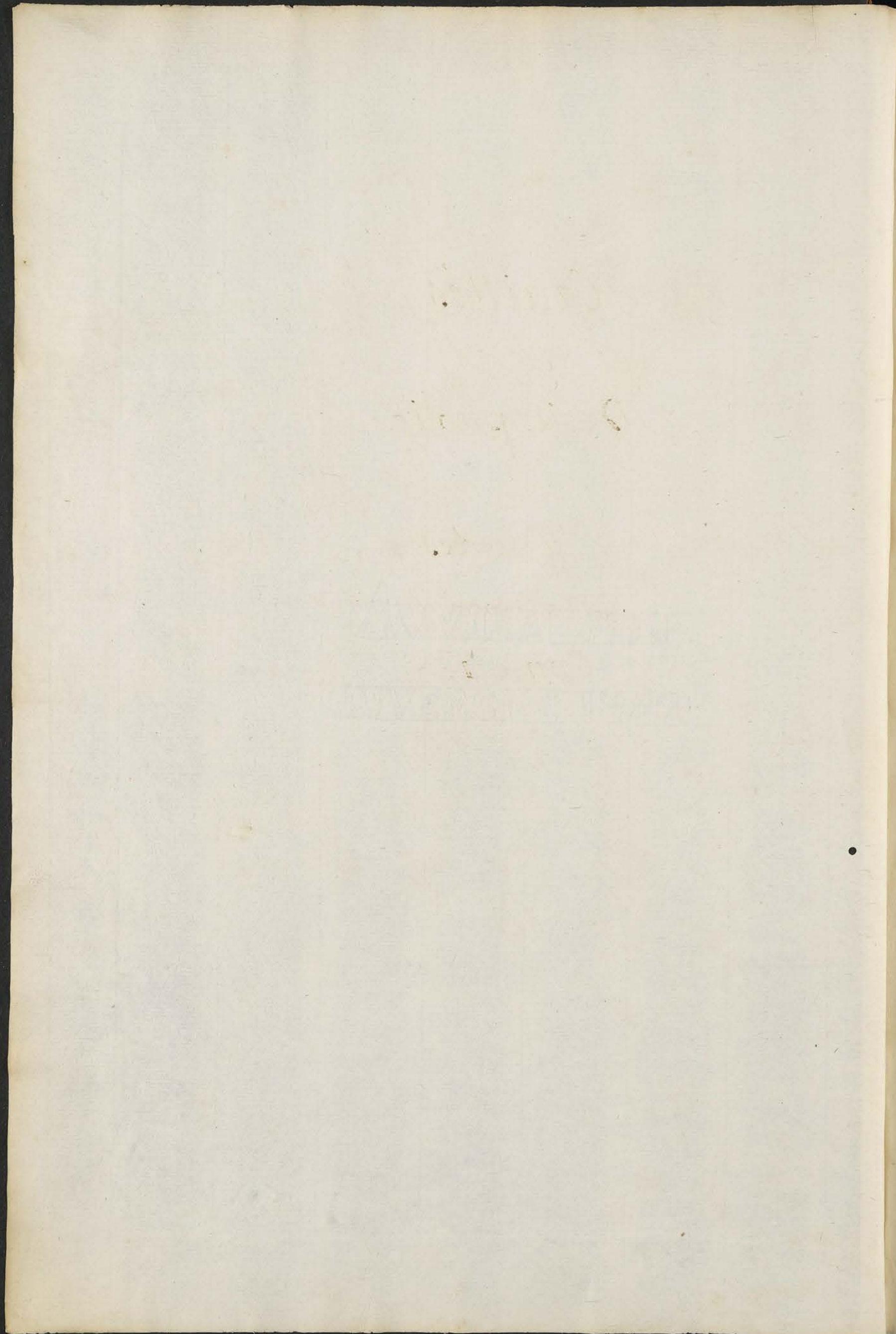


S0000000231789

3FPM17

~~1036~~

1037 (17)



Traittés
de
Droit public

Differentes
Matières

Tome I.

Canities

to

Orbit public

Differentials

Stations

Table 1

Table

Des Traittés contenus en ce volume

Origine des Loix Saliques - - -	1
Examen de la nature de la	
Royauté en la personne de	
bugues Capes - - - - -	51.
Des Reynes de France - - - -	149
Des Princes du Sang - - - -	178.
Des Princes légitimés - - -	239
Des Princes Etrangers	289





Table

The number of persons in each family

in the year 1850

in the year 1850

in the year 1850

in the year 1850

in the year 1850

in the year 1850

in the year 1850

in the year 1850

in the year 1850

Saliques { Origine des loix

La loy Salique etoit elle rédigée par écrit
avant que les francs se fussent établis dans
les Gaules, ou n'étoit elle qu'une simple
Tradition orale qui se transmettoit des Pères
aux Enfants, de même que nos Coutumes en
France avoient force de loix avant l'Édit de
Charles VII. qui ordonna qu'elles seroient écrites?
c'est ce qu'on ignore. mais parceque l'origine de
cette loy est couverte des ténèbres les plus
épaisses, est ce une raison de douter de son
Existence? non sans contredire puisque cette
existence est démontrée évidemment. de pareils

doutes ne naissent que dans la tête de demy-
 sçavants qui cherchent à éblouir par leur
 Perrhonisme en matière d'histoire, sur ce qu'il
 a été au dessus de leur force d'approfondir.
 Nous éclaircirons dans la suite plus particulie-
 rement la cause de ces doutes.

Les francs avant de passer le Rhin pour
 pénétrer dans les Gaules avoient constamment
 des loix de même que les autres Peuples de la
 Germanie; ils les apportèrent avec eux, mais
 quel a été leur législateur, c'est ce qu'on a
 cherché jusqu'icy inutilement.

Si l'on en croit l'Ecrivain des Gestes des
 Roys de France, historien qui comme il le dit
 luy même vivoit sous le règne de Thierry de

3

Celles et qui n'a écrit que depuis l'année 720.

Pharamond a été le Numa des françois, ce prince selon ces auteurs ne fut pas plutot monté sur le Trône qu'il travailla par de sages Loix à adoucir l'humeur farouche de ses Sujets. il en donna, dit il, la Commission à quatre seigneurs de la Nation, Wisogaste, Salegaste, Bisogaste, et Widovalie. ils travaillèrent à cette compilation dans les villages de Saleckheim, Bodeckheim, et Widocheim que Freherus et le manuscrit de Cambray placent dans la Germanie au delà du Rhin.

Voilà un fait bien positif, mais malheureusement il va se trouver faux dans ces principales Circonstances, et il en est de même de la plus grande

4
partie de ce que nous tenons de cet auteur et de
frudigaire ce sont des Ecrivains sans jugement,
qui par ~~leur~~ l'ignorance de leur Siècle ont falsifié
tout ce qui a passé par leur mains, qui ont tout
adopté sans choix, et qui ne rapportent gueres
de faits qu'à leurs circonstances on ne reconnoisse
aisément pour fabuleux. C'est dommage pour
Pharamond de ne devoir le grand Titre de
Legislateur et de fondateur de la monarchie
françoise qu'à un historien aussi Suspect, car
d'ailleurs tout ce que nous Savons de ce prince
ne consiste qu'en une Ligue tirée de la Chronique
de Prosper. Pharamundus regnavit in francia. ad annum 418
ce qui ne veut dire autre chose si ce n'est que
Pharamond vers l'an 418. regnoit en france

cela est bien court mais nous n'avons que
 cela, et encore faut il sçavoir qu'en 418 la
 nation des francs n'avoit point passé le rhin,
 et que cette nation étoit divisée en six
 ou en sept tribus qui chacune avoit leur
 Chefs ou leurs Roys: sur laquelle Pharamond
 regnoit-il, on ignore, mais il est sur que
 ce n'étoit qu'un Chef de Tribu, et voilà
 le Législateur, le fondateur de la nation
 françoise réduit dans de bien petites
 bornes. Je reviens à la loy salique, et ce
 sera par cette loy même que je prouveray
 la fausseté de ce qu'en a avancé l'auteur
 des gestes concernant Pharamond. mais
 avant de donner cette preuve j'ay à établir

son existence.

Nous avons deux exemplaires de cette loy assez conformes quant au sens, mais differens dans les termes, le plus ancien est tiré d'un manuscrit de l'abbaye de Fuldes imprimé en 1557 par les soins de Jean Basile Herolde qui pretend que les caracteres de ce manuscrit paroissent avoir 700 ans d'antiquité. on trouve dans la pluspart des articles des mots barbares qui signifient les lieux ou chaque decision a été prononcée, l'autre Edition est faite sur la Reformation ou nouvelle rédaction que Charlemagne fit faire de cette loy en l'année 798. a laquelle il ajoute beaucoup

7

de Sanctions. ce dernier Exemplaire donné
au Public par M. Baluze. Cap. Tom. I.^{er}
page 281. a pour Titre.

Pactus legis salicæ ab incarnatione domini
nostri Jesu christi .798 indictione sexta Dominus
Karolus Rex francorum inelytus hunc libellum
tractati legis Salicæ scribere jussit.

Commencez douter de l'existence de la loy salique
lorsque l'on voit un aussi grand Prince, un
Prince aussi éclairé que Charlemagne trava-
iller à la rédiger, et à l'augmenter. il est inutile
après une preuve aussi authentique de citer
l'autorité d'Éginard écrivain de la vie de ce
Monarque qui dit que les francs vivoient
suivant deux loix différentes, la Salique, et

la loy ripuaire faite pour une Tribu des
franes soumise a Clovis, mais qu'il n'avoit
point reunie aux autres, et qui sous
Charlemagne avoit encore conserve ses loix
particulieres. Egh. de vitâ Carol. Mag. Cap. 29.
Edit Schminke pag. 129.

L'Édition du manuscrit de fulda donnée
au Public par herold a été réimprimée par
M. Ecard dans le Recueil des loix des franes
qu'il a enrichi de notes savantes. cette Edition
est comme j'elay dit différente de celle de la
Reformation de Charlemagne, quant aux
termes et quant aux additions cela doit être,
mais ce dont on ne peut s'empêcher d'être surpris
est que sur le fondement de cette différence, il

y ait eu des ignorans assez hardis pour douter
 de l'existence d'un monument aussi authentique
 de notre ancienne jurisprudence, comme si une
 Loi pouvoit être corrigée et augmentée sans
 y faire aucuns changemens.

J'avoue cependant que la loi salique
 telle que nous l'avons dans le manuscrit de
 Fulda ne paroît pas une Loi complète, et
 qu'elle ne semble qu'un abrégé d'un Recueil
 plus ancien. ce qui autorise cette conjecture c'est
 qu'en différens endroits, on trouve les loix saliques
 Citées en l'art. 60. qui traite des Ratchinbourgs ou
 Juges les oblige après en avoir été interpellés
 par une des parties, de consulter et de dire
 publiquement ce que porte le Texte des Loix

fatigues. mais le Texte des Loix que suppose
la redaction a laquelle on travailloit, estoit il
ecrit, ou consistoit il en une simple Tradition,
c'est ce que nous ne savons pas. ce qu'il y a de
sûr c'est que Charlemagne n'en connoissoit pas
d'autres apparamment que l'abregé dont il
s'agit, et la Reformation duquel il a travaillé.

Pas qui cet Abregé a til été fait si c'en est
un? c'est surquoy nous avons plus de lumieres,
et ces Lumieres nous les tirons de la Loy
Salique meme, par laquelle nous allons confondre
la fable qui l'attribue a Pharamond. voici le
Preambule de cette Loy

Gens francorum inelyta auctore Deo Condita,
fortis in armis, firma pacis foedere, Corpore

nobilis, et incolumis, cunctis et formâ egregia,
 audax, velox, et aspera, nupero ad fidem
 Catholicam conversa, immunis ab hæresi, dum
 adhuc teneretur Barbaries, inspirante Deo inquirens
 Sapiens Clavem, iuxta morum Suorum
 Qualitatem, desiderans justitiam, custodiens
 Pueritiam, dictaverunt legem Salicam
 Proceres ipsius gentis qui tunc temporis apud
 eam erant ratores. Sunt autem electi de pluribus
 viri quatuor his nominibus Wisogast, Bodogast,
 Salogast, et vindogast qui per tres mullos
 Convenientes, omnes causarum origines
 Sollicite discurrendo tractantes de singulis,
 quod iudicium decesserant hoc modo. ac ubi Deo
 favente Clodoveus Comatus, pulcher, et inclutus

Rex francorum primus recepit catholicum
 Baptismum, quid quid minus in pacto habebatur
 idoneum pro procellosos reges Clodoveum, et
 Childbertum, et Clotarium suis lucidius
 Emendatum et procuratum devotum hoc.

Lucardi Leger franc. pag. 4.

Voicy le sens de ce preamble en françois

Esant que la nation des francs dont
 l'assemblage est un effet de la providence et
 qui est stable aujourd'hui dans ses établissements
 en vertu du Traité de paix qu'elle vient de
 faire avec les Empereurs, est encore embrassé
 la religion catholique, ce quelle a fait depuis
 peu, elle avoir déjà par amour pour la
 justice fait rédiger la loy salique qui

avoir été compilée par quatre principaux
Citoyens Wisogast, Bodogast, Salogast, et
Vindogast nommés Commissaires à cet effet et
qui en firent leur rapport dans trois assemblées
du Peuple, mais depuis que son Roy Clovis eut
reçu le Baptême, ce Prince et après luy
Childebert, et Clotaire ont changé plusieurs
choses dans cette Loy qu'ils ont rendu plus
parfaite et telle qu'elle est maintenant.

Jamais preuve ne fut plus complète, pour le
dire, que la Loy salique telle qu'elle étoit avant
Charlemagne, et telle qu'on la trouve dans le
manuscrit de Fuldes en l'ouvrage de Clovis et
de ses enfans et en effet le temps où les gaules
venaient d'être pacifiées, celui où les François

Venoient d'embrasser la religion chrétienne étoit
 le tems de donner des Loys à la nation, et
 d'adoucir ce que les anciens avoient de
 barbare. Thierry Roy d'Austrasie et frère
 aîné de Childéric et de Clotaire faisoit par
 la même raison à peu près dans le même tems
 la rédaction de la loy de la Tribu des Ripuaires
 qui étoit tombée dans son partage.

Mais la réformation de la loy salique telle
 que nous l'avons eue, suppose une précédente rédigée
 dans le tems que les franques étoient encore idolâtres
 et que nous n'avons plus. cette rédaction a été faite
 par les mêmes Commissaires que nomme l'auteur
 des Gestes, car il ne faut pas chicaner sur
 quelques différences dans les noms, cette rédaction

ne seroit elle pas par consequent celle qu'il attribue
 a Pharamond, et dans ce cas il seroit vray que
 ce Prince auroit été le fondateur de la Monarchie.

Je ne nieray pas que la Prudente rédaction
 de la loy salique n'ait été faite par les Commis-
 saires qu'elle nomme elle même. mais je soutiens
 que ces commissaires n'ont point été nommés
 par Pharamond, que la rédaction qu'ils avoient
 faite, avoit été faite par ^{les ordres de} Clovis dans le tems
 qu'il étoit encore Ruyen et que l'auteur des
 Gestes a dans cette occasion défiguré le vray
 par le faux qu'il y a ajouté comme il luy
 arrive ordinairement.

Le vray est qu'il nomme les memes Comm.^{es},
 mais il y a ajouté que ces memes commissaires

avoient travaillé dans les villages de Saleckheim,
 Bodeckheim, et Widoekheim par les ordres de
 Chararmond. la conformité des noms de ces
 villages avec ceux des Commissaires a paru
 très suspecte au célèbre M. de Valois. Fieherus
 et le manuscrit de Cambray les placent au
 delà du Rhin sans dire ou, ne seroit ce point
 des etres de raison qu'ils ont désignés d'une
 manière aussi vague, parce qu'ils ne les
 connoissoient pas, et sur la foy de la simple
 terminaison des noms.

Cette conjecture acquiert de nouvelles forces
 lorsque l'on fait attention qu'en une infinité
 d'endroits de la loy salique il est parlé des
 Romains sujets des franes, et par le nom de

Romains il faut entendre tous les habitants des
gaules devenus Romains par leur sujétion à
l'empire depuis plusieurs siècles et surtout par
le droit de Bourgeoisie accordé par les Empereurs
à toutes les villes qui par ce moyen pouvoient
avoir part à tous les honneurs, et à toutes les
dignités de l'Empire. or cette citation des
Romains sujets des franès ne peut jamais
convenir à Pharamond qui certainement n'a
point passé le Rhin.

Mais ce qui fait dégénérer, on ose le dire, la
conjecture en certitude, en l'endroit du décret de
Childebert on en lit ces mots

Supplicium legis salicae, libri tres, quam

Clodoveus Rex francorum statuit, et postea

una cum franciâ pertractavit. et ad Titulos
aliquid amplius adderet. c'est à dire.

Recueil en trois livres de la loy salique
que Clovis établit, et qu'il examina
ensuite avec les françois, pour ajouter
quelque chose de plus aux Titres.

Voilà le Législateur des françois trouvé
d'une manière bien incontestable, c'est Clovis
nommé par le Roy son fils qui lui même
travailloit aux mêmes loix d'après lui. mais
comment concilier ce Enoncé de Childébert
avec le Preambule de la loy salique? rien
n'est plus facile

La loy salique a eu la destinée de tous
les Codes nationaux qui de tems en tems sont

Sujets aux changemens qu'exigent les interets
 des princes ou les Besoins des Peuples. or quel
 regne a dû jamais être plus susceptible de
 ces changemens que celui de Clovis, non
 seulement a cause de l'augmentation de sa
 puissance, mais surtout par la raison de sa
 conversion? cette raison est expliquée bien
 clairement dans le preambule de la loy salique,
 et j'en conclus que Clovis avant son Baptême
 avoir rédigé cette loy, il l'avoir étably par le
 decret de Childbert par l'autorité législative
 qui residoit en sa personne comme souverain.
 ensuite, c'est a dire apres avoir fait usage de
 sa puissance dans toute son étendue, il examina ensuite
 avec les Principaux de la nation les additions

qu'il convenoit de faire, et c'est dans ce tems
 que Wisogast, Bodogast, Sadogast, et Vindogast
 furent nommés commissaires pour cet examen
 et qu'ils en firent leur rapport dans trois assemblées
 du Peuple. cette interpretation concilie si
 parfaitement le décret de Childéric, et le
 préambule de la loi Salique qu'elle pourroit
 passer pour une démonstration. la preuve de
 la justesse va naître de ce qui nous reste à dire
 sur cette matière, car c'est le propre de la vérité
 que tout vienne s'y adopter. Tous les faits
 que nous avons exposés cy devant ont précédé la
 conversion de Clovis. après son Baptême il
 fallut nécessairement apporter à la loi des
 Changemens qui la rendissent compatible

avec les principes de la religion chrestienne
 le preambule ledit en termes exprès. Clovis
 en fit, le preambule ledit encore, mais selon
 les apparences il les fit par des ordonnances
 particulieres, et n'eut pas le tems de les incorporer
 a la loy par une nouvelle redaction. Ses enfans
 acheverent et perfectionnerent cet ouvrage. le
 preambule y est formel, et voila pourquoy cette
 derniere redaction, et dans son Preambule, et dans
 plusieurs articles de ses dispositions on cite une
 precedente. toutes les Circonstances se rassemblent
 donc pour établir ma proposition que Clovis a été
 le premier Auteur de la Loy Salique, et on
 demonstre qu'il n'est pas vraisemblable de
 l'attribuer a Pharamond. Il ne paroît point en

effes que les Germains ny les franes dans le
 tems qu'ils estoient encore au dela du Rhin
 eussent l'usage des lettres, mais supposé que ces
 Peuples eussent déjà ce usage, leurs Loys
 auroient été écrites dans leur langue, et ce
 que nous^{on} avons dans la loy salique ne seroit
 qu'une Traduction en latin barbare, personne
 cependant n'a fait encore mention de cette traduction
 et il est bien plus raisonnable de penser que les
 franes n'ont écrit leurs Coutumes, qu'après que
 leur Commerce avec les Romains les aura rendu
 plus policés et plus instruits.

Après avoir trouvé le législateur des françois
 il est naturel d'examiner la nature des Loix
 qu'il a publiées, et de cet examen naîtra la

plus grande question qui ait jamais été élevée
dans la monarchie sur la succession à la
Couronne, mais avant qu'entre dans une si
grande Carrière, je sens qu'on exige de moy la
raison du nom de Salique que porte notre 1^{re}
Loy.

Les plus sçavants hommes dans nos
Antiquités ne nous ont pas épargné les allégories
sur ce nom, et l'on est étonné d'en voir
s'épuiser l'Esprit pour le faire dériver de Salogast
l'un des Commissaires pour la rédaction, de
Salcheim, village où l'auteur prétend qu'elle a
été faite, de Sala, mot latin comme si ces
premières Loix avoient été dressées dans les
Salles de quelques Palais. on est surpris

dis je, de les voir recourir jusqu'à des fontaines
 et des puits de sel lorsque l'on sçait que la
 tribu des franes dont Clovis et ses ancêtres
 étoient Roys originairement s'appelloit la
 Tribu des Saliens et que Clovis y avoit
 uni les autres de la même nation à l'exception
 de celle des Ripuaires qui avoit comme nous
 l'avons dit ses loix différentes. Je crois en
 avoir assez dit sur cette article, et je passe à
 des objets plus importants.

Quand on parle des loix des saliens, il ne
 faut pas qu'un nom si respectable nous en
 impose au point de comparer ces loix avec
 celles de Salomon et de Liurque on ne trouve
 que simples coutumes de peuples barbares

qui ne vivoient que de chasse, de pesche, ou
des pillages qu'ils faisoient par incursion.

L'objet principal de ces Loix sont les
Crimes les plus atroces, comme le vol, le
meurtre, et les insultes. on n'y voit même
aucune trace de Religion ny payenne ny
Chretienne tout y annonce l'extrême
Barbarie.

Ces Loix paroissent copiées sur ce que
Tacite nous apprend des moeurs des germains.
Si Tacite dit que les femmes des Germains
n'apportoient point de dot à leurs Maris, nous
trouvons cet usage devenu une Loy parmi
les franes. C'étoient les maris qui dotoient
leurs femmes, et ce don de nous s'appelloit

dans leur langue Morgangeba. les Germains
 selon le témoignage de l'historien romain
 persuadés que les Tenebres avoient précédé la création
 la lumière comptoient les Temps par Nuits, et
 non par Jours. le même usage est prescrit par
 la loi salique art. 47. ce usage n'étoit
 cependant pas particulier aux Germains
 puisque Cezar dit qu'il l'avoit trouvé établi
 dans les Gaules.

La Peine et le Supplice, dit Tacite,
 diffèrent selon l'adversité du Crime. les moindres
 fautes se rachètent par une amende dont
 une partie appartient au Souverain, et l'autre
 à l'offensé. l' homicide même s'expié par une
 somme d'argent que les Parents du mort

reçoivent en compensation de leur douleur.
 qu'on lise les Art. 32. 44. 45. 46. 47. de la loi
 Salique et surtout le 55. qui a pour Titre
 de Compositione homicidii. on verra que le
 meurtre, les Blessures, les injures, tous se
 rachetoient par des amendes dont la loi fixoit
 le Tarif et dont une partie devoit aller au
 fisc, et l'autre aux parties intéressées ou à leurs
 héritiers.

Je ne sais ou M. l'abbé Du Bos a pris que
 ces amendes, c'est à dire la peine pécuniaire,
 n'exemptoit pas le Coupable de la peine corporelle.
 cela eût été raisonnable, mais cela ne prouve
 pas que cela fut, et indépendamment de
 l'autorité de Tacite qui est bien précise on

pourroit luy cetter plusieurs loix barbares
qui donnent au Condamné l'alternative de
mourir ou de payer, preuve que l'argent
epargnoit le Suplice meme dans les Cas les
plus graves.

Mon objet n'est pas d'entreprendre une
Dissertation sur les articles de ces loix. ils ne
presenteroient que trop de questions a examiner.
Je me reduiray a la seule qui soit importante,
quoyqu'il faille avouer que par l'usage constant
elle soit devenue plus curieuse qu'utile.

Cette question est de sçavoir si suivant
l'opinion commune le Texte des loix saliques
contient l'exclusion des femmes de succeder a la
Couronne. L'art. 62. Paragraphe 6. porte.

De terrâ vero Salicâ nulla portio
 hæreditaria mulieri veniat, sed ad
 virilem sexum tota hæreditas
 perveniat.

Pour ce qui est de la Terre Salique que
 la femme n'a aucune part dans l'héritage
 mais que tout aille aux Masles.

Voilà tout ce que contient la loi; j'ay
 déjà expliqué sur le mot fief en traçant de
 leur origine que par Terre Salique on ne
 pouvoit entendre que les Benefices militaires
 institués par l'Empereur Alexandre sévère,
 et qui depuis sont devenus les fiefs en France.
 Je ne répéteray rien à cet égard. quant aux
 autres Biens fonds que la même loi appelle

alléuds, elle les oppose aux fiefs dans l'art.
 donc il s'agit elle expose par ce qui prouve les
 cas ou les femmes y doivent succéder, mais e-
 par rapport aux fiefs, l'exclusion est bien
 formelle, et bien littérale.

Cette Exclusion que la loi a prononcée
 que pour règle des Successions particulières a
 depuis été étendue jusques à la Succession de la
 Couronne, et pourquoy ne l'auroit elle pas
 été? est ce mal raisonnez que de dire que si
 la loi de la monarchie a voulu affecter les
 fiefs aux mâles comme étant seuls capables
 des devoirs imposés aux fiefs, c'est à dire d'aller
 à la guerre, à plus forte raison la loi de la
 Monarchie a-t-elle voulu affecter aux mâles

dans la disposition qu'elle a faite à ce sujet
 le fief dominant de tous les fiefs, et qui par
 une obligation reciproque doit à ces Sujets la
 même défense à laquelle ils sont obligés
 envers luy. Seroit il vraisemblable que la
 loy salique eut réglé les Successions des
 Particuliers, et qu'elle n'eût rien statué sur celle
 de la Couronne?

Si Elle ne l'a pas fait plus précisément en-
 voyer une raison bien évidente. l'exclusion des
 femelles de la Succession à la couronne étoit
 une loy commune à toutes les nations barbares
 qui inonderent l'Empire romain sous la fin
 du Règne d'honorius. Goths, gepides, alains,
 Vandales, herules, huns, Sclaves, on ne

trouve aucunes de ces Nations qui ayent été
gouvernées par des Roys. Toutes avoient
des Rois, et souvent ces Rois n'avoient que les
Generaux qui commandoient leurs armées.

Theodoric Roy des Ostrogoths et qui
s'établit en Italie du Temps de Clovis I son
beau frere, n'eut qu'une fille en crue de luy
Amalthea. ce fut la fameuse Amalazonte,
et cette Princesse vit son fils Athanaric
monter sur le Trône des Goths quoyque
minuë à son exclusion. Athanaric étant
mort du Vivant de sa mere, Amalazonte
voulut regner, et pour y parvenir il fallut
épouser Theodas qu'elle fit couronner, et qui fut
fait Roy sans qu'il fut fait mention de la

fille du grand Theodoric qu'il avoit eue,
 et en effet la fin d'amalazonte prouva bien
 qu'elle n'étoit que la première sujette de son
 mary, puisque deux mois après il la relégua
 dans une isle du Lac, et de Bolsens, et qu'enfin
 il la fit mourir parcequ'elle avoit des intrigues
 a la Cour de Justinien qui lui promettoit
 protection. Procope, Cassiod. Jornand.

Tant que les francs restèrent dans la
 germanie, l'exclusion des femmes de succéder
 a la Couronne, ne fut apparemment qu'une
 Coutume, et cette coutume devint une Loy lors
 de la rédaction de la Loy salique, par la
 raison que comme le fief servant demandoit
 un soldat, le fief dominant demandoit une

General, et qu'une femme ne pouvoit estre ny
l'un ny l'autre.

Mais soit loy salique, soit coutume plus
ancienne que cette loy, ce qui paroist décisif, c'est
que soit dans la premiere, soit dans la seconde
race de nos Roys, on ne trouve pas un exemple
qu'aucune de leurs filles ait pretendu a la
Couronne quand le Roy leur Pere est mort
sans posterité masculine. Il y a plus, aucune
de ces Princesses n'a eu en appanage dans
le tems que gerions de cetter aucunes terres
du Domaine de la Couronne, et si l'on
trouve quelques Exemples qui sont meme
rars, ce sont des abus.

Après la mort de Clovis, sa fille

Clotilde ne partagea point avec ses frères
le royaume de son Père. Quand Childéric
le fils de ce prince mourut, les filles que Childéric
laissa ne luy succéderent point, Et la couronne
passa sur la Tête de Clotaire son frère.

Charibert fils de Clotaire étant mort sans
marier, ses États appartenirent à ses héritiers
Collatéraux. au préjudice de ses filles. Gontran
frère de Charibert étant mort, Clotilde sa
fille qui luy survecut n'héritâ pas de sa
Couronne, et cette couronne fut portée sur
la Tête de Charibert II. neveu de Gontran.

Tout le monde sçait que de plusieurs enfans
marier, il n'étoit resté à Charlemagne que
Louis le Debonnaire et sept filles. ce bon

Prince aimoit ces promesses avetant de l'entendre, que d'en mal parler comme l'histoire insinue que l'on pourroit faire, ce n'unt peut estre etc que simple medisance et non pas calomnie, cependant detant de vastes Etats conquis par ce Pere sitendre, il ne laissa pas a ses filles la moindre portion. il avoit renouvelle' la loy salique par une nouvelle redaction, et il l'entendoit comme nous l'avons entendue.

Des deux premieres races passons a la Troisième, et voyons les evenemens qu'elle a produit aux Sages.

Il y avoit en depuis Hugues Capet 13 Rois en ligne directe qui avoient regné en France

de Pere en fils, lorsque apres la mort du Petit
 Roy Jean fils de Louis butin, la Couronne
 passa dans la ligne collaterale sur la tete de
 Philippe le long comte de Poitou frere de
 butin. cet ordre dans la succession royale
 fut trouble' pour la premiere fois par les
 pretentions de la Princesse Clemence fille de
 Louis butin, qui reclamoit la couronne.
 mais L'apuyre Masson nous apprend que les
 Pairs, et les Barons de France s'assemblerent
 a Paris, Mezeray pretend meme qu'on y tint
 les Etats, et qu'il y fut decide' de la maniere
 la plus authentique que Clemence devoit etre
 excluse suivant la loy salique

Philippe le long ne laissa que trois filles

la décision venoit d'être donnée contre lue -
 cousine germaine, ainsi elle n'en appellerent
 pas, et Charles Comte de la marche frère des
 deux derniers Roys morts, monta sur le Trône
 sans difficulté à l'exclusion de ses neues, mais
 Charles le Bel car il est connu sous ce nom,
 mourut luy même ne laissant qu'une fille -
 qui n'avoit pas même vu le jour lors de son
 Decès puisque la Reyne estoit enceinte, il fut
 question de nommer suivant l'usage pour
 regner celui que la Loy appelloit à la
 succession de la monarchie. Edouard III Roy
 d'Angleterre, et Philippe de Valois pretendirent
 chacun estre le Prince auquel la couronne
 appartenoit, au cas que la veuve de Charles le

Bel ne mit au monde qu'une Princesse, et par conséquent qu'il croit le Prince a qui la Reine devoit être dévolue.

Voici les moyens, ou le fondement de la prétention de chacun de ces deux Princes. Edouard étoit neveu du dernier possesseur et son plus proche parent, mais il ne sortoit de la maison de France que par une fille sœur de Charles le Bel, Philippe de Valois n'étoit que Cousin du dernier possesseur, mais il étoit issu de la maison de France par mâle. il étoit fils d'un frère du Père de Charles le Bel. Edouard avoit un intérêt sensible que la loi salique ne fût point applicable aux successions à la Couronne. Cependant il fut forcé de convenir

qu'elle les regloit, et il se retrancha uniquement
à soutenir que la loy excluoir bien les femmes,
mais ~~non~~ pas les maistres issus des femmes.

Ceque j'avance n'est pas douteux puis qu'il se
trouve dans un auteur anonyme qui sous le
Regne de Louis XI. a écrit l'Origine des
Differens qui estoient entre les Roys de France
et les Roys d'Angleterre. M. Leibnitz a fait
imprimer ce ouvrage dans son Code Diplomat-
ique du droit public des nations, et nous en
avons un manuscrit bien authentique à la
Bibliothèque du Roy à la fin duquel il est
marqué qu'il a été transcrit en 1478. et
qu'il appartient à M^{re} De Beaugien fille de
Louis XI. cette ^{datte} est ausy ancienne que le

manuscriz, ainsi ce ouvrage est du temps ou la Tradition estoit encore entiere, et ou les Pieces de ce grand Proia que nous n'avons plus existoient apparemment.

Voicy les Termes de ce manuscriz.

On Contraire disoit le Roy Edouard, que nonobstant toutes les raisons alleguées par lui. Philippe de valois, la Couronne de France luy devoit appartenir tant par la loy salique qu'autrement. —
 premierement par la loy salique —
 par laquelle mettoit plus prochain hoir male doit succeder a la couronne. or, disoit il, qu'il estoit male, et estoit le plus prochain du Roy Charles; car —

étoit son neveu, et led. Philippe de
 Valois n'étoit que son cousin germain,
 et par conséquent qu'il devoit être
 préféré au d. Philippe de Valois. et si l'on
 vouloit dire qu'il venoit par fille, et disoit
 il, qu'il ne seroit de rien; car la loy
 salique ne disoit point d'où devoient
 descendre les hoirs mâles; mais seulement
 dire le plus prochain hoir mâle doit
 venir à succession.

J'avoue qu'aujourd'hui on trouveroit
 qu'Edouard défendoit sa cause d'une manière
 piteuse, puisqu'il suppose même contre luy
 que la loy salique contenoit des dispositions
 sur la succession à la Couronne ce qui n'est pas.

il y avoit il quelque autre Exemplaire de la loy
qui portat ces dispositions, je ne le croirai pas,
au moins ne nous est il pas connu. Cependant
Edouard les cittois comme un Texte.

Mais il resulte toujours qu'il reconnoissoit
que la loy salique devoit s'étendre jusques
à la succession à la couronne, or cela suffit
comment auroit il pu soutenir le contraire
lorsque la question venoit pour ainsi dire
d'être jugée en faveur de Philippe le long
prédécesseur de Charles le Bel auquel il
vouloit succéder.

Sur le simple exposé du droit des deux
Princes prétendans on croira aisément qu'Edouard
perdit sa cause, il ne se pouvoit pas en effet

qu'Isabelle de France sa mere eue transmis a son fils un droit quelle n'avoit pas; mais plus la loy salique estoit opposée aux pretentions d'Edouard, plus il avoit interes a nee quelle fust applicable a la succession a la Couronne, et cependant il n'osa le faire.

Ce point celebre qu'il devoit fixer l'attention de toute l'Europe fut jugé par les Pairs et Barons du Royaume qui s'assemblerent a Paris. La Question estoit cependant assez grande pour convoquer les Etats. mais floissard Historien contemporain Chap. 22. ne cite que les Pairs et les Barons pour juges. il paroist meme par son récit que Charles le bel avant sa mort avoit en quelque sorte préjugé la question.

Voicy ces Termes en parlant de Charles lebel.

Quand il apperçut que mourir luy convenoit,
il avisa que s'il avenoit que ce fust un fils,
quil vouloit que Messire Philippe de
Valois son Cousin en fust Tutor, et Regent
de tout son Royaume, jusqu'à tems que son
fils fust en age d'être d'être Roy: et s'il
avenoit que ce fust une fille, que les douze
Pairs, et hauts Barons de France eussent
Conseil et avis entre eux d'en ordonner et
donnassent le Royaume à celui qui avoit
droit par droit.

Nous avons dit cy dessus, et c'étoit une règle
constante que la Regence appartenoit à celui
que la loy appelloit à la Couronne, cependant

Selon froissard Charles le bel se crut en droit
 d'en disposer. en voici deux raisons qui me
 paroissent sans réplique. 1°. en cas qu'il fût
 né un jeune Roy, la politique ne permettoit
 pas de déposer son sceptre entre des mains aussi
 puissantes que celle d'un Monarque étranger, et
 pendant une aussi longue minorité. nous avons
 vu, il est vrai, la Régence commise à des
 Souverains, mais ces Souverains par leurs États
 même n'étoient que les principaux feudataires de
 la Couronne, et n'étoient pas aussi puissants ny
 si redoutables que l'étoit Édouard. 2°. Charles le
 Bel scavoit bien apparemment que la question
 seroit jugée en faveur de Philippe de Valois.
 peut être le desiroit il, et étoit il bien aise de

le faire sentir en la préjugant comme il faisoit.

Quoy qu'il en soit depuis ce jugement célèbre des Barons et des Pairs, l'exclusion des femmes de la succession à la couronne n'a plus souffert de difficulté que du tems de la ligue. on sçait que les plus factieux de ceux qui estoient entrés dans la sainte union, voulaient de concourir avec le Roy Philippe II. faire passer la Couronne de France sur la tête de l'infante Isabelle, Claire, Eugenie au cas q'Henry III. et le duc d'Alençon son frere mourussent sans enfans mâles. Isabelle estoit née de Philippe II. et d'Isabelle de France fille aînée de Henry II. et sœur d'Henry III. et du Duc d'Alençon. il falloit pour préparer le peuple à cette usurpation

et à la voir tranquillement se tromper en lui
 donnant à entendre qu'il étoit faux que les
 filles de France fussent exclues de la
 Couronne par une loi aussi ancienne que
 la monarchie. Les auteurs de ce Complot
 s'imaginant faussement qu'il seroit possible
 d'en venir à bout en enervant la force des
 preuves résultantes des Exemples des filles
 de France exclues de la Couronne, et qui
 sont en si grand nombre dans notre histoire,
 se sont efforcés de dépouiller cette loi de
 l'authenticité qui rend ces Exemples
 incontestables. ils l'attaquent avec toute
 l'audace que l'esprit de party peut inspirer.
 Le Docteur Bernardin mendose l'un des

Ambassadeurs de Philippe II auprès des États
de France dans l'interregne qui eut lieu dans le
party de la ligue immédiatement après la
mort d'Henry III, composa contre l'autorité de
la loy salique un discours que nous avons
encore, et dans lequel on voit autant de
connoissance du droit Romain, que d'ignorance
de notre histoire. Il semble donc que l'opinion
qui veut que la loy salique n'ait aucune
application à la couronne, auroit dû tomber
avec la ligue, cependant elle subsiste encore
dans des Cerveaux brûlés qui se font un mérite
de douter de tout sans rien approfondir.

Ceux qui voudront pénétrer plus avant
dans cette matière doivent lire le livre de

M.^r Vedelin chanoine de Tournay sur
 le Berceau de la loy salique, et les
 savantes notes de M.^r Secard sur la même
 loy, et sur celle des Ripuaires.

Royaute

Examen de la nature de la Royauté
en la personne de **Hugues Capet**.

Personne a ce que je vois ne conteste
plus que nos Roys de la premiere, et de la
seconde Race n'ayent été des Monarques
aussy absolus que le sont ceux qui regnent
sur nous aujourd'huy. le Systeme hazardé
par quelques auteurs, par lequel on a prétendu
les réduire a la simple condition des premiers
Ministres de la nation, assujettis a ces décisions;
ce Systeme, dis-je, est tombé dans le néant. Sou

des imaginations esbauffies s'étoient efforcés
de le trouver, et plus notre histoire acquiert de
lumière par les recherches et ~~les~~ découvertes
qu'on y fait tous les jours, plus ces mêmes
lumière en rapprochant les anciens temps
de la monarchie françoise de nos yeux, nous
présentent nos premiers Souverains dans le
degré de pouvoir et d'indépendance que nous
reconnoissons dans nos maîtres aujourd'hui.

La Question est plus difficile et plus
importante de sçavoir quelle fut l'espèce de
Royauté qui fut reconnue par les grands
de l'Etat en la personne de Hugues Capet
chef de la troisième race, et c'est ce que je
vais chercher à éclaircir autant qu'il me

Sera possible.

Je commence par dire que quelque grande que soit cette époque dans notre histoire, il n'y en a point de plus obscure, et la raison de cette obscurité je crois la trouver dans l'intérêt que les Roys d'une part, et les sujets de l'autre ont eu de cacher suivant les conjonctures les traces de droits qui auroient trop élevé les uns et trop assujettis les autres; c'est ainsi que la vérité s'est couverte de nuages, parceque de toute part on a travaillé à la dérober aux yeux de la postérité. au deffaut de preuves nous nous trouvons réduits à des inductions, et à des conjectures, guides que je reconnois pour souvent infidels, mais qu'il faut suivre comme nécessaires.

quand on n'en a point d'autre.

Etablissons au moins les faits qui sont certains.

Louis V le dernier de nos Roys de la seconde race meurt sans laisser de postérité, & ne reste de la famille royale qu'un seul Prince en état de succéder à la Couronne. Charles Duc de la basse Lorraine, Oncle du Roy defunt; mais ce prince ayant rendu hommage de ses États à l'Empereur est regardé par la plus grande partie des François comme devenu sujet d'une puissance étrangère et par conséquent incapable indigne même de leur commandement.

En ces États tous les yeux de la nation sont tournés sur le plus grand des seigneurs qui

puisse aspirer a la souveraine puissance. Je
 veux dire Hugues surnommé Capet. sa naissance
 seule semble luy appeller. Il se pretend descendu
 de charlemagne, au moins par les femmes, et
 quoy que la loy salique fust des lors tres etablie
 en france, cependant il y avoit plusieurs
 Exemples de Princes, qui sur le fondement d'une
 pareille d'une pareille descendance avoient
 elevé leurs esperances jusqu'à la Couronne,
 et reussy en partie. Tels estoient Guy, de Spolette
 Beranger, et Louis fils de Bozon. Hugues
 comptoit luy meme parmi ses ayeux des
 usurpateurs a la verité, mais des usurpateurs
 que les flamois avoient reconnus pour leurs
 Roys, et leurs maîtres. Le Sceptre n'estoit pas

resté dans sa maison, mais l'élévation de ses
 ancêtres étoit une raison pour le reprendre, &
 lorsqu'il ny avoit plus de main légitime pour le
 porter; enfin Hugues étoit non seulement le
 plus puissant des François, & étoit encore le
 plus instruit des principes du gouvernement qui
 depuis plus d'un siècle étoit pour ainsi dire en
 dépôt dans sa maison. il seroit luy même
 acquis une autorité immense sous les deux
 derniers rois. Lothaire luy avoit donné
 toute sa confiance, il avoit été choisi pour
 le principal ministre du dernier Roy Louis
 pendant sa jeunesse, et les Broüilleries qui
 étoient survenues entre la Reine Emma mère
 de Louis, et Charles son oncle luy avoient

laissé l'entière disposition des affaires de l'Etat.

Pieux, affable, sage, patient, aussi bon Capitaine que prudent ministre, Tel étoit Bugues Capes, telles étoient les circonstances dans lesquelles le Trône vint pour ainsi dire s'offrir à lui.

On ne peut disconvenir qu'après l'extinction de la famille Royale le droit de se choisir un maître appartenant au Corps de la nation assemblée, étoit ainsi que 237 ans auparavant la Couronne avoit été déferée à la race de Charlemagne qui venoit de s'éteindre, mais les choses avoient bien changé sous les derniers Roys de cette race, l'usage des assemblées appelées anciennement Parlemens avoit été interrompu pendant les Troubles de l'Etat, et

ces Troubles subsistoient encore puisque tous les Grands seroient affermis dans les usurpations par lesquelles ils avoient partagé entre eux la monarchie, et des Sujets, de simples officiers de leurs maîtres, seroient rendus à la Ceremonie, l'hommage pres, leurs Egaux, et leurs Rivaux. Hugues Capet étoit dans le Cers luy même, et le Duc de France qui le rendoit si puissant n'étoit devenu l'héritage de sa maison que parce que ses ancêtres se le étoient approprié sur des Monarques hors d'estat de le leur Contester.

Le Parlement que l'on auroit pu assembler dans de pareilles conjonctures, n'auroit ressemblé en rien aux parlements de la 1.^{re} Race, et du commencement de la seconde ou

tous les numbrez etoient Sujets, ou le peuple
etoit admis comme les grands, et dans lesquels
par consequent la liberte ne pouvoit etre genée
que par les Brigues.

Si le peuple n'auroit pas été admis, opprimé
par tant de Tyrans differens, il ne luy eût pas
même permis de se plaindre de sa servitude, on
n'auroit pas daigné faire attention a ses interets
et a ceux de la nation, l'assemblée n'eût été
composée que de Souverains independans les uns
des autres, et qui tous se croyant avoir un droit
egal, l'auroient fait dependre de leurs forces; pour
les assemblees des extremités du Royaume, il eût
fallu au moins un delay de trois mois qu'ils
auroient employés en negociations et a lever des

Etrouper, pendant le même delàz l'Etat tomboir dans
 l'anarchie pire que la Tyrannie, et l'événement
 eut été une guerre civile affreuse à la fin de
 laquelle le Sceptre seroit demeuré à celui auquel
 il seroit resté quelque goutte de Sang, après
 avoir versé celui de tous ses concurrens. Les
 Ennemis de la nation auroient profité pour
 y pénétrer de l'épuisement que luy auroient
 causé ses discordes intestines; le bonheur autant
 que la Sagesse auroit peut être décidé cette
 grande question.

Quelle apparence y a-t-il qu'un homme tel
 que nous devons nous représenter Hugues Capet
 ait été assez imprudent pour abandonner au
 sort de l'événement une Couronne qu'il avoit

entre les mains, et que ses forces luy promettoient de garder? Je dis quil avoit la Couronne entre les mains, non seulement par toutes les raisons que j'ay exposées en sa faveur, mais encore parcequil estoit sur les lieux lorsque le Roy mourut à Compiègne le 22^e juin 1687. Suivant le témoignage le plus commun des historiens, et que les fonctions dont il étoit chargé exigeoient sa présence, et l'avoient mis à portée de prendre des mesures d'avance pour un si grand projet.

Il est donc contre toute vraisemblance d'assurer comme le fait Mezeray, que Louis ait été élevé au Trône par le consentement général des François. assemblée au parlement.

J'avoue cependant que cette opinion peut être
 fondée sur le Temoignage d'un auteur
 contemporain. Je parle de celui de Rodolphe
 Glaber qui vivoient vers le milieu du 11. Siècle
 en 1045. cet auteur lib. 2. Cap. I. après avoir dit
 que Hugues étoit fils de Hugues le grand Duc
 de France, et que son frère Henry étoit Duc de
 Bourgogne, ajoute que tous les grands du
 Royaume s'étant assemblés firum sacro
 Hugues comme leur Roy. Qui simul cum
 totius regni primatibus convenientes praedictum
 hugonem in Regem ungi fecerunt. Je ne
 chercherois point à détourner le sens de ce
 passage, je conviens que si il étoit possible d'y
 donner quelque confiance, les termes en sont

directement contraires à mon opinion, mais
 indépendamment des raisons que j'étais ajoutée,
 et des autorités dont je me ~~me~~ servais qui
 certainement sont plus respectables. Je dis
 que Glaber lui même tout contemporain qu'il
 étoit n'est pas digne de foy, parce que deux
 lignes après il tombe dans une erreur évidente.
 Il avance que Hugues Capet et Henry son
 frère étoient parents des Roys des Saxons, par
 Othon premier du nom qui selon lui étoit fils
 de la sœur de Hugues le grand, et il est certain
 au contraire que c'étoit Hugues le grand qui
 avoit épousé la sœur d'Othon nommée Aside de
 Saxe. Duchene. Ibid. Tom. 4. pag. 12. Guill. Nangius. Or
 Je demande quel fondement on peut faire sur

un auteur qui rapporte aussy infidellement
une alliance si recente et si importante
a la fois puisque Hugues Capet pretendoit
avoir des droits a la Couronne du chef d'ayde
de Saxe sa niece comme sortie de la race de
Charlemagne par Arnould Roy de germanie
quoique Batard.

Il me paroit evident que le moine Glaber
avoir vuy dire de son Temps que tous les grands
de l'Estat avoient consenty a obeir a Hugues
comme a leur Roy, et que de la il a suppose
qu'ils seroient assemblez pour le Couronnement, pour
estre aussy le publioit on 60 ans apres, pour
rendre son Couronnement plus Legitime et
plaire a ses descendans. dans ce cas le moine

n'aura pas été écrire le contraire, mais quoy-
 qu'il en soit le fait est impossible d'une
 impossibilité physique. il est certain que
 hugues fut sacré à Rheims par l'archevêque
 adalberon le 3^e juillet, Louis V. étant mort
 le 22^e du mois précédent, comme Mezeray en
 conviens luy même, il ny eut que dix jours
 d'intervalle entre son décès et le Couronnement
 de son successeur, or je demande si en dix jours
 il fut possible d'appeller les Evêques, les Seigneurs
 et les Peuples d'au delà ^{de la} Loire, et qu'ils vins-
 sent soit par eux, soit par leurs procureurs ou députés
 à noyon, ou hugues se fit proclamer Roy
 avant son sacre.

Mezeray a bien senty l'objection de

cette impossibilité, aussy ajoute til que Hugues avoit pris ses precautions dès le mois de may dans un parlement quil suppose avoit esté tenu à Noyon, mais jusques à ce que ce prétendu parlement se trouve dans quelque auteur, autre que luy, et gene l'ay trouvé dans aucun, après une exacte Recherche, il passera toujours pour un être créé par son imagination.

1°. L'usage des parlements étoit constamment aboly sous la seconde race, les historiens qui les font plus valoir, et M. de Boullainvilliers même en conviennent.

2°. Quand cet usage auroit subsisté, j'ay à faire voir quil n'est pas raisonnable de penser que Hugues Capet eut soumis les vœux ambitieux

qu'il avoit, aux orages d'un parlement
assemblée dans de pareilles circonstances.

3.^o au mois de may Temr ou Mezerau
fixe son parlement de noyon, Louis V. vivoit,
est il croyable que la nation se fut assemblée
pour decider en sa presence de la succession ala
couronne apres luy, et cela lorsque ce Prince
encore dans la vigueur de la premiere jeunesse
pouvoit esperer une nombreuse posterite, puis
qu'il ne pouvoit avoir au plus que 20 ans.

Jusques apresent j'en ay employé contre
Mezerau que des preuves negatives, en voyant
une affirmative contre ce qu'il a avancé trop
hardiment, et il est croynant quelle soit
échappée a ses Recherches, puisque j'en la

tire que de la source dans laquelle il a lui
 même puisé, je veux dire dans le recueil d'André
 Duchesne. Tom. 2. c'est une lettre du fameux
 Gerbert depuis Pape, sous le nom de Sylvestre
 II. elle est écrite dans le Temps qu'il étoit
 encore Ecolastre de l'Eglise de Reims, et principal
 Ministre d'Adalberon archevêque de cette Eglise
 et ce temps est précisément relatif à l'époque
 qu'il s'agit d'éclaircir, elle est la 59^e du premier
 Recueil de ces Lettres que le Compilateur a
 donnée au public et adressée à Dietrich
 Evêque de Metz pour lui donner connoissance
 de l'état des affaires en France.

Duc hugo ad Sexcentos milites collegisse dictum
 cā famā consentum francorum compendiaro -

palatio habitum v. Idus maii subito dissolvit
 ac liquefecit; interfuerant de vestra quidem dux
 Carolus, comes Rheimacensis de nostra herbertus
 Cricassinus, sed Otto acriori curâ exclusus, adfuit
 etiam Gibuvinus, Episcopus laudunensis, adalbero
 frater Gouilonis obside pacis filio, fratris Bardae
 dato, ea conditione exivit ut quod Sigefridus ac
 Godefridus facturi sint, faciant. quid hoc sit? francis
 spes mera nobis res certa. &c.

Envoicy la Traduction.

Le Duc hugues auquel on dir, a assemble
 six cent hommes d'armes ou Chevaliers; et sur ce
 Bruiſ l'assemblée de francois qui se tenoit dans
 le palais de Compiègne s'est dissipée et apres la
 fuite le 11. may du nombre des vôtres (c'est a dire

des Lorrains, car il écrit à un Evêque de
 Lorraine } étoient le Duc Charles, et le Comte
 de Reinhard dea nobis, C'est à dire des neustriens,
 herbert de Troyes son frère otton que l'on avoit
 plus d'envie d'éloigner. Gebuin sy est aussi
 Trouvé, l'Evêque de laon, adalberon frère de
 Gocillon a donné pour otage à Bardar le fils
 de son frère, et ne s'est tiré du peril qu'en
 promettant pour luy et pour son neveu de se
 conformer à ce que feroient Sigefrid et Godefroy.
 qu'est ce que tout cela? les François nous que
 l'esperance, mais notre affaire est certaine.

J'avoue que cette lettre est une Espee de
 Chiffre dont peut être nous n'avons pas la clef
 et il n'est pas étonnant qu'on n'osât pas s'en servir

clairement dans des momens aussi critiques, Gerbert
 luy même étoit plus attentif qu'un autre sur
 sa conduite à cet égard, et il nous l'apprend par
 ses lettres. apud Duchesne. Tom. 2. Ep. 34. pag. 797. J'en
 juge par le nom de Bardas que selon les
 apparences il donne à Hugues Capet, par allusion
 à ce qui se passoit alors en orient ou un Seigneur
 de ce nom avoit entrepris d'usurper l'empire sur
 Basile II qui seul s'en défendit, mais ce qui
 me paroît sans équivoque est qu'au mois de
 may il y avoit eu une assemblée à Compiègne
 non pas de la nation convoquée au parlement
 cet usage n'existoit plus, et la lettre ne nomme
 pas assez de personnages pour le croire, mais de
 quelques Seigneurs François du party de Charles

oncle du Roy. il est aisé de penser que des lors la
 mauvaise santé de Louis annonçoit une mort
 prochaine peut être même si les soupçons qu'il
 a eus par le poison ont quelque fondement,
 peut être savoir on que le venin qui couloit
 déjà dans ses veines alloit bientôt finir le
 cours de sa vie. à Dieu ne plaise cependant que
 je prétende noircir la mémoire de Hugues d'un
 si affreux attentat. la Reine Blanche est la
 seule sur laquelle l'histoire l'ait fait tomber
 par l'aversion qu'elle marquoit pour son mary.
 quoy qu'il en soit Hugues n'étoit pas de l'assemblée
 de Compiègne. la lettre que j'ay rapportée rend
 le fait certain, par conséquent il ^{est} sûr qu'il ne
 sy traittoit rien qui ne luy fut contraire, et il

avoir interet de la dissiper. Si l'erois instruit qu'on
 y prenoit des arrangements prematurez sur la
 succession a la Couronne, il avoit un pretexte bien
 legitime en apparence pour armer comme il le fit.
 Le Conciliabule de compiegne pouvoit passer pour
 un attentat a la personne du Roy, et pour une
 assemblee de conjurez; il estoit du devoir du
 premier Ministre de mettre en sureté la vie et
 l'autorité de son maitre, et huguer trouvoit dans
 ce devoir le moyen d'affoiblir ses ennemis et de
 se frayer le chemin du Trône.

Cel fut le premier pas qu'il fit vers la
 couronne d'où il resulte que Mezeray est tombé
 dans deux absurdités. il est vray qu'au mois de
 may 1687. il y avoit eu une assemblee, mais -

cette assemblée n'étoit qu'un conciliabule & compaignie & non pas un parlement de la nation à nous; en second lieu il est faux que dans cette assemblée il ait été pris des mesures pour assurer à Hugues la Succession au Royaume, puisqu'elle n'étoit composée que de ses Ennemis & qu'il prit les armes pour les chasser. Je n'imagine pas qu'on puisse mettre en comparaison le Temoignage d'un homme tel que Gerbert & aussi avant dans l'intrigue, avec celui du moine Glabco qui 60. ans après ne voyoit ce qu'il écrivoit que du fond de sa cellule.

Suivons Hugues dans toutes ses démarches que l'histoire nous a conservées.

Les Partisans pour rendre Charles Duc de

Lorrain odieux aux françois publiez partout
 qu'un Transfuge, un deserteur de l'Ors, le vassal
 du Roy de Germanie dont les peuples estoient
 autrefois soumis a la France, et qui estoient devenus
 ses Ennemis les plus redoutables, avoit renonce a
 la Royauté en renonçant a sa patrie, Hugo.
 flaviniae, Sigebertus, et qu'il falloir trouver dans le
 Royaume un homme digne par sa vertu d'y
 commander.

On ne manquoit pas de faire valoir les droits
 pretendus de sa naissance que j'ay cy devant
 expliqués.

On disoit que le feu Roy Louis reconnoissant
 l'incapacité de son Oncle pour le gouvernement
 avoit déclaré en mourant Hugues pour son

Suesseuo, Odoranic.

On imaginoit même des miracles; hugues avoit eu quelques années auparavant, ce que l'on pretendoit, une vision dans laquelle S.^t Riquier alors très honoré en France luy avoit annoncé la Couronne, en recompense de ce qu'il avoit forcé le Comte de Flandres à rapporter ses Reliques dans l'abbaye de son nom. *Chronie. Contulense libr. 3. Cap. 23.* mais pendant que les partisans de hugues cherchoient à luy gagner le Cœur et le Suffrage des peuples par ces bruits qu'ils affectoient de répandre, hugues agissoit luy même d'une manière plus efficace avec les Seigneurs et les Evêques qui pourroient luy susciter de plus grands obstacles. il dissipoit les Conciliabules de ses Ennemis et attiroit

des amis dans son party. la lettre de Gerbert que
 j'ay citée nomme deux Seigneurs qui s'étoient
 donnés a luy Sigefrid, et Godefroy, j'ignore, je
 l'avoue cequ'ils étoient, mais il y a apparence qu'ils
 avoient un grand crédit, puisque leur exemple étoit
 un modèle de conduite qu'on proposoit aux autres
 de suivre. Gerbert même et sans doute Adalberon
 archeveque de Reims dont gerbert étoit le
 ministre étoient dans ses intérêts, voici les raisons
 qui me déterminent a l'assurer. la lettre de Gerbert
 est écrite a Dietrich Evêque de Metz, et Charles
 oncle du Roy, et l'héritier presomptif de la couronne,
 n'avoit peut être pas un Ennemy plus irréconciliable
 que ce Prelat. nous en avons la preuve par les
 declamations pleines d'outrages qu'ils avoient

publiées l'un contre l'autre au sujet de leur conduite
 réciproque dans le cours des Règnes précédens, et
 ces declamations nous ont été conservées au nombre
 des Epîtres de Gerbert même. apud Duch. Com. 2. —
 pag. 795. et 796. on ne se pardonne point les Correns
 d'injures qu'ils avoient vomis indécemment l'un
 contre l'autre. Dietrich avoit accusé Gerbert d'être
 l'auteur de la declamation de Charles, mais
 Gerbert s'en étoit justifié. Ibid. pag. 797. et étoit
 resté en commerce avec ce Pape. il est contre la
 vraisemblance de penser que si Gerbert eût été
 dans le party de Charles, il eût écrit à son ennemy
 pour luy rendre compte de ce que faisoit Hugues,
 et qu'il l'eût prié comme il fait dans le surplus
 de la lettre, d'empêcher qu'une petite troupe de

voleurs ne s'empare des Pays dans lesquels il a
 quelque autorité, et surtout de la ville de verdun
 urbem Verdunensium a paucis praedonibus quiete tuere. ces
 voleurs dont il est question estoient Charles et ses
 adherans, c'est ainsi que Dietrich les avoit traitté
 luy meme dans la declamation qui, dit il, en parlant
 a Charles, evientâ manu et ad omne Scelus semper
 promptissimâ cum latronum grege et furum manipulo,
 dum fratri tuo nobili francorum regi laudunum Civitatem
 suam, inquam, suam utiq. tuam dolo malo surriperes, cumque
 Regno fraudares &c. on ne croira jamais que ce soit
 en faveur d'un Prince que Dietrich avoit si
 vivement insulté, qu'on ait proposé a ce prince de
 garder la ville de verdun, et dans les circonstances
 formées l'entrée de verdun a Charles, n'estoit ce pas

l'ouvrier a hugues ou au moins se declare pour ce
 dornico surtout pour un Eveque Lorrain. Enfin
 Gerbert luy meme croit pour estre des lors
 precepteur de Robert fils d'hugues. *Cronic. ademari.*
 ou s'il ne le fut que depuis, j'en suis pas a croire que
 hugues eut confié ces emplois a un homme qui
 n'auroit pas été sa creature dans tous les Tems,
 j'avoue que le meme Gerbert dans sa lettre donne
 a hugues le nom de Bardax, c'est le nom d'un
 usurpateur, mais ce nom estoit comme je l'ay dit
 une espece de Chiffre entre luy et l'Eveque de
 Metz, pour estre s'en servoient ils pour mieux
 cacher leurs intrigues, la lettre lorsque l'on
 l'examine est une lettre écrite avec mystere.

Revenons a hugues, le Roy meurt, il court

à Noyon, et y faire elevé la même Bannière
 semée de fleurs de lys que Eudes son grand oncle
 avoit fait porter devant luy en 888. et de là il
 marche à Rheims ou l'archevêque Adalberon le
 couronne, Nangius eximoin lib. 3. Miracul. S^t. Benedicti et
 alii, Toute cette révolution se passe en dix jours, et
 comme je l'ay déjà remarqué, pensera-t-on que
 ce soit l'ouvrage d'un si court intervalle, et que la
 partie n'ait pas été bien liée prudemment?
 L'archevêque de Rheims et son ministre estoient
 dans les mêmes intérêts, il n'est pas permis d'en
 douter.

Il y auroit, j'ose le dire, de l'obstination à
 soutenir après ce que j'exposé que
 Hugues Capet fut appelé au Trône par le

consentemens de la nation assemblée, & n'est pas
 possible qu'elle leur eût. auay le nouveau Roy
 ne fust il pas sitot paisible possesseur de son estat;
 Guillaume Duc d'Aquitaine, Seguin archeveque
 et maitre de sena, Herbert Comte de Normandoie
 refuserent de luy rendre hommage, et peut estre
 une infinité d'autres dont la resistance n'est point
 parvenue jusqu'à nous en voyent ils de même.
 Seguin prit enfin le party de se soumettre,
 Herbert quoyque Beau-pere de Charles qui avoit
 épousé sa fille agnès ne vit pas de sûreté pour
 luy à s'opposer à la puissance naissante, et
 reserva pour un autre tems à faire éclater ses
 véritables sentimens, & fallut une armée pour
 venir à bout de Guillaume, une Battaille qu'il

perdit decida de sa soumission. Chron. malleac. Com. I.

Bibl. M. M. S. S. Labbei pag. 204. Chron. Ademari.

C'est icy quil est raisonnable de placer la
Tolérance avec laquelle Hugues Capet laissa
jouir les usurpateurs du domaine Royal de tout
ce qu'ils avoient demembre de la Couronne. il les
trouva en possession de transmettre dans leur famille
à titre d'hérédité des Gouvernemens qui
originairerment n'étoient que des emplois amovibles
et momentanés et dont ils s'étoient arrogés la
propriété sous les noms de Duchés, et Comtés qu'ils
avoient conservés. Ils avoient même des vassaux
relevant immédiatement d'eux qui se qualifioient
Comtes. Hugues n'étoit pas en état de leur rien
contester dans ces Commencemens de sa royauté

J'ay déjà dit que le Duché de France étoit une
 usurpation dans sa propre maison, et il ne pouvoit
 à cet égard leur faire aucun reproche qui ne
 retomber sur luy même, et étoit le plus grand de
 tous, mais eussent-ils de les rendre tous Ennemis que
 de les attaquer dans leur usurpation commune, et
 quelque Supérieur en force qu'il put être contre
 chacun d'eux en particulier, et n'étoit pas assés
 puissant pour leur résister s'ils se fussent unis
 par un intérêt aussi principal. Enfin Hugues
 n'étoit pas sans inquiétude sur son nouveau
 Trône. Charles Duc de la Basse Lorraine et
 héritier présomptif de la Couronne après avoir
 bien perdu du tems à délibérer se préparoit à
 rentrer en France par la Champagne avec des

forces dont le nouveau Roy n'éprouva que trop
la puissance, et la prudence ne permettoit pas de
laisser aucunes semences de troubles dans
l'intérieur du Royaume lorsqu'il s'agissoit d'en
rassembler les Troupes pour les opposer à un si
redoutable Enemy.

Tels furent les motifs de la Tolérance, avec
laquelle Hugues Capet laissa jouir les usurpateurs
de ce qu'il n'osoit leur disputer, et ce qui prouve le
plus qu'elles furent ses inquiétudes, fut la
précaution qu'il prit quelques mois après qu'il
fut parvenu à la Suprême puissance de faire
couronner son fils Robert, Prince de grande espérance.
pour y parvenir il assemble à Orleans les
Seigneurs de France et de Bourgogne, il le fit

Sacré le premier Janvier 988 en leur presence.

Régim Constituit. par Seguin archeveque de Sens qui avoit enfin embrassé son Party. Glabco.

Lib. 2. Cap. 1. et alii. la Datto de ce Couronnement est aussi justifiée par une Charte de confirmation des Privileges de l'abbaye de Corbie rapportée par le Pere Martene. pag. 344.

Cette precaution de faire couronner sitôt son fils ne permet pas de croire que Hugues se regarda luy même comme Tranquille possesseur du Sceptre qu'il avoit mis dans sa maison, et nous verrons incessamment que ses Successeurs malgré les inconveniens qui en pourroient resultes, et qu'il éprouva le premier. Glab. lib. 3. Cap. 9. Suivirent en cela son Exemple, mais ces inconveniens

quelques grands qu'ils puissent être pouvoient
ils balancer un objet aussi important que
celuy d'assurer la plus belle Couronne du monde
à sa posterité. Hugues ne négligeoit rien pour
cela à l'exemple de Pepin, il avoit mis le
clergé et la Cour de Rome dans ses intérêts, et
cette politique luy rendit l'archevêque de
sens qui s'étoit d'abord déclaré contre luy. les
Evêques de sa province et même le Pape Jean **XV.**
avoient menacé ce prélat de le déposer. Gerbert.

Epître 107.

Je passe sous silence toutes les circonstances
de la guerre qui suivit contre Charles Duc de la
Lorraine. Hugues ne fut pas si heureux
contre luy les armes à la main. Charles tailla

Son armée en pieces devant la ville de Laon ou
 il étoit assiégué, et le força a se retirer. Le
 victorieux s'étant avancé jusqu'à Reims demanda
 à l'archevêque Adalberon, le même qui avoit
 sacré son rival de luy mettre aussi la couronne
 sur la tête. ce Prelat eut la hardiesse de luy
 répondre, qu'il devoit voir les grands de l'Etat
 „et qu'il ne dependoit pas de luy seul de donner
 „un Roy a la France, mais que c'étoit au contraire
 „l'affaire du public. Adalberon tout devoué a
 Hugues comme j'elay dis n'avoit pas été si
 scrupuleux lorsqu'il avoit été question d'agir
 en sa faveur, et il est clair que cette réponse
 ne fut qu'une défaite; mais elle prouve du moins
 comme la tres bien remarqué l'auteur du nouvel

Examen de l'usage des fiefs. Tom. I. pag. 66. que
 les grands de l'état prétendoient bien ou mal
 être en droit de se choisir un Roy, et elle
 met en évidence les raisons d'inquiétude que
 Hugues pouvoit avoir sur ce qui manquoit à
 ses droits pour la possession légitime de la
 Couronne dont il venoit de s'emparer.

L'artifice lui réussit mieux que la force
 pour venir à bout de Charles. ce Prince
 résidoit à Laon depuis sa victoire et ayant
 négligé d'observer d'assés près les démarches de
 l'Evêque de cette ville. Ce prelat introduisit
 Hugues dans la Place, lui tira son rival.
 Charles fut conduit prisonnier avec Agnès fille
 du Comte de Vermandois sa femme à Orléans

ou il mourut peu de temps après, laissant deux
 fils pour héritiers de ses droits. Aimoin Contin.
 L'un nommé Louis s'étant retiré en Allemagne
 y mourut sans postérité, quoiqu'il y donna
 commencement à la maison de Landgraves de
 Thuringe. Le sort de l'autre fils ne nous est
 pas bien connu. on a voulu pendant la ligue
 le ressusciter en faveur de la maison de Lorraine
 mais la fausseté de cette fable est trop
 démontrée pour qu'on puisse y ajouter foi sans
 honte, elle a même été condamnée comme une
 imposture par des arrêts du parlement de Paris.
 Outre les deux fils dont j'ai parlé, on
 en nomme encore un autre qu'on prétend que

Charles avoit eu d'une premiere femme. il s'appelloit othon, et posseda la Lorraine et mosellanique apres luy, mais il n'eut point d'enfans et gaudefroy d'ardenne dit le Barbu se mit depuis en possession de ce Duché.

Charles laissa ausy deux filles, Gerberge mariée a Lambert Comte de Louvain et hermegarde qui epousa Elbert comte de Namur, de la posterité de laquelle j'auray l'occasion de parler.

Ainsy finit la Race de Charlemagne, ainsy Hugues Capet et ses Descendans eussent d'avoit des concurrens autorisés a leur disputer la couronne, ou au moins fonder en pretention, ausy voyons nous pas que depuis la mort de

Charles Duc de la basse Lorraine, la maison
rignante en air eu de rivalet a combattre.

Hugues apres la mort de Charles ne fut
pas cependant un Roy si absolu que l'avoient été
ses prédécesseurs, Les Seigneurs dont il avoit
toléré les usurpations étoient trop puissans
pour qu'un nouveau Roy qui si peu de tems
auparavant n'étoit que leur égal n'eût pas de
frequens desmêlés avec eux, et rien ne prouve
mieux la fierté de ces usurpateurs que la
réponse que fit adalbert⁺ a ses nouveaux
maîtres. Ce Comte assiégeoit Tours qui
appartenoit alors a Eudes surnommé le
champenois. les Roys Hugues et Roberts sont
fils. dit un ancien auteur. Hist. acquit. fragmens.

+ E^{te} de Brigord

apud Francis. Duch. Com. 4. pag. 80. n'osent tén empêcher
 par la voye des armes, ils luy envoient ordre
 de se retirer, ce qu'il refusa de faire et mo le refus
 celuy qui portoit l'ordre des Roys luy ayant
 demandé de leur part. qui est ce donc qui vous a
 fait Comte? il repondit en le chargeant de faire
 cette autre question: qui sont ceux qui vous ont
 fait Roys?

Des Sujets qui repondoient ainsi a leur maître
 estoient bien Eloignés de la soumission des
 premiers Tema de la monarchie; aussi pretendoient
 ils évidemment n'être Sujets que parce qu'ils l'avoient
 bien voulu, cest dans ce sens que doit être expliquée
 la demande du Comte de Perigord; qui sont ceux qui
 vous ont fait Roys? et je ne crois ^{pas} qu'on en puisse

inferer qu'Adelbert eut été membre d'une
assemblée de la nation dans laquelle la couronne
avoit été déferée à Hugues Capet; j'ay trop prouvé
qu'il ny en avoit eu ny pu avoir, peut-être —
cependant entendois il parler de celle dans laquelle
Robert avoit été couronné à Orléans.

Il est Tems de passer aux conséquences qui
résultent des faits que je crois avoir suffisamment
établis, et c'en icy que commence la dissertation
que j'ay annoncée par mon Titre.

Je crois devoir franchir le Terme, Hugues
Capet ne peut être regardé que comme un
usurpateur, et il ny a pas moyen de sauver ce
reproche à sa mémoire. quelques Chroniques même
comptent Charles de Lorraine au nombre de nos

Roys Legitimes, et ne parlens de hugues que
 comme d'un rebelle qui pris les armes contre luy
 et s'empara de son Trone. Chroni. auctoris incerti ex
 bibl. alexand. Petavii apud Duch. Tom. 3. pag. 352. il
 suffit pour luy donner ce nom de considerer que
 Charles son competitor a la Couronne estoit
 descendu du Sang de Charles Magne. l'incapacité
 qu'on pretendoit que ce prince avoit contractée en
 rendant hommage de la Lorraine a l'empereur,
 n'estoit fondée sur aucune Loy de la monarchie
 qui soit parvenue jusques a nous, et quand elle
 eut été Legale, elle pouvoit cesser par le fait,
 puisque Charles forcé d'opter entre la Lorraine
 et la France n'auroit pas hésité un moment.
 il est évident que Charles s'estoit rendu odieux

au Royaume par sa conduite, et c'est ce que la
 declamation de l'Eveque de Metz que j'ay
 citte'e precedemment prouve a mon gré d'une
 maniere non equivoque; on craignoit un
 Roy d'un caractere tel que l'Eveque de Metz
 nous depeint celuy cy, et Bugua son ennemy
 qui par les Emplois qu'il remplissoit avoit pour-
 estre été plus obligé qu'un autre a s'opposer a
 ses violences, etoit sans doute celuy qui le
 craignoit le plus; mais cette crainte n'estoit pas
 une raison pour degayer les françois du
 serment par lequel ils s'estoient donné a la
 Race royale, et comme il ny avoit pas de
 raison, on imagina un pretexte. il ne le falloit
 pas moins fort qu'une incapacité, une indignité.

Quoy quil en soit, ce n'estoit qu'un pretexte.
 les Roys dans les monarchies hereditaires sont
 des Princes ou des flicaux par lesquels la
 providence recompense, ou punit les peuples; mais
 il ne depend pas des peuples de les couronner ou
 de les depouiller parcequ'ils les aiment ou les
 redoutent; les suites du principe contraire sont
 affreuses & imaginees.

Quand on passeroit pour un moment que
 l'exclusion de charles de lorraine eust été Legale
 & Legitime, en ce cas le Trone seroit devenu
 & vaquant faute d'heritier en cas d'y succeder;
 mais dans le meme cas c'estoit à la nation à se
 donner un maitre. son droit étoit incontestable
 & c'estoit usurper que l'en priver.

Hugues Capet étoit donc un usurpateur, mais
 ce nom perd ce qu'il a d'odieux lorsque l'on
 fait attention aux circonstances dans lesquelles
 il usurpa. Il s'agissoit pour luy, je viens de le
 dire, ou de perir ou de regner. Les Exemples n'étoient
 que trop fréquens dans la race de Charlemagne,
 d'étrangers au sang royal que la nation avoit
 reconnu pour ses maîtres. De trois de ces Exemples
 il en avoit deux dans sa maison; l'usage des
 assemblées de la nation étoit aboly parcequ'il
 étoit impraticable; il prit une Couronne que
 la nation luy avoit donnée, et il la prit sans
 attendre un consentement général, parceque
 sa patience, sa modération auroient exposé le
 Royaume aux desordres inevitables d'un

interregne

Nous ne devons donc pas regarder hugues
 quoyque usurpateur, avec les memes yeux que
 nous regardons les Tyrans, ce fut un usurpateur
 necessaire pour la Tranquillité de l'estat et pour
 sa propre sureté, la mort du competeur, —
 l'extinction de la posterité de Charlemagne, le
 consentement general de tous les françois, quoy-
 que non assembles effacent bientot dans l'histoire
 une partie de ce que l'usurpation a de criminel.
 Enfin si c'est un crime que cette usurpation, c'en
 est un de ceux que la providence ordonne pour le
 bien des Etats a la conservation desquels il
 daigne veiller. et elle a beny les suites de ce bruy
 cy de tant de manieres, que loin de s'en former.

une idée odieuse, ce seroit un crime même que de ne pas le compter au nombre de ses bienfaits.

Il étoit d'une conséquence infinie à mon objet de caractériser Hugues comme je viens de le faire, et j'ose dire que c'est même aujourd'hui l'intérêt de ses descendants, c'est ce que j'étais démontré.

Supposons comme le font Mézeray et quelques autres historiens, que la couronne a été déferée à Hugues capet par le Consent^{mt} général de la nation assemblée en forme de parlement, c'est admettre pour principe que la nation a mis ou a pu mettre à l'élection de Hugues des conditions telles qu'elle a voulu, et en laisse au moins le doute, si ce n'est pas

decider nettement quelle la fait.

Examinons quelles sont les consequences de ce principe; il en resultera 1.^o que la Couronne qui fut defferee a la race regnante ne fut point hereditaire, les consequences de cette Opinion ne sont que trop aisées a prévoir, et nous que trop éclatés pendant la ligue.

Il en resulte 2.^o la proposition donnée pour maxime par le meme Mizeray, et adoptée depuis luy par des Ecrivains respectables par leurs lumieres qu'il a entraîné dans le piège tous les Royalistes qu'ils sont. Que le Royaume de France pendant plus de 300 ans a été tenu selon la Loy des fiefs, se gouvernant comme un grand fief plutost que comme Monarchie. ainsi selon ces auteurs la

Royaute en la personne de hugues capet fut
 reduite ala simple Suzerainete, et ce sera dans
 leur systeme une nouvelle usurpation de la part
 des successeurs de la race regnante que l'indepen-
 dance du pouvoir qu'ils exercent sur nous
 aujourd'hui.

Je dis que quelque fois comme pendant la
 Ligue, il peut arriver encore parmi des troubles,
 ou le fanatisme na que trop d'avantage pour
 seduire les peuples, qu'on soutienne que la Couronne
 qui fut defferee a hugues Capet ne fut point
 hereditaire, et voicy les raisons dont on peut se servir
 pour accrediter cette erreur.

Quelle apparence y a-t'il, dira-t'on, que les Grands
 de l'Etat se trouvant maitres du sort de la couronne

l'ayent donnée comme successive pour perpétuer &
 leur Sujétion à la même famille, lorsqu'en la
 rendant Elective, ils s'assuroient à eux mêmes et
 à leurs descendants le droit de la porter quelque
 jour et de commander au lieu d'obéir? Hugues
 quelque puissant qu'il fut, n'étoit pas assez fort
 pour les arrêter, si tels eussent été la résolution et
 l'intérêt commun, ce qu'ils ont pu faire pour un si
 grand objet, pour on doute qu'ils ne l'aient fait?
 et si'il ne nous reste aucun monument d'un
 Changement si essentiel à la constitution de la
 monarchie, c'est par les soins que les Roys ont pris
 de les effacer, mais malgré eux, il en subsiste encore
 des vestiges, la précaution que prit Hugues de
 faire couronner son fils, prouve bien qu'il n'étoit

pas assuré luy meme de la succession du Sceptre
 dans sa maison. L'histoire ne nous apprend l'elle
 pas que depuis son sacre et affecta de ne plus
 porter les ornemens royaux, meme dans les grandes
 solemnités, et qu'il abandonna a Robert ces
 marques exterieures de dignité. Guill. Nangis. il est
 vray que Mezeray apres Guillaume Nangis autheur
 de ce fait, avance qu'on avoit promis a Hugues son
 Elevation, avec la circonstance que sa posterité
 apres luy jouiroit pendant sept generations de
 sa fortune, et qu'ils ajoutent que voulant gagner
 un degré, il seroit privé luy meme de la couronne
 mais puis on s'arrete serieusement sur un
 raisonnement aussy puerile, et n'est il pas plus
 naturel d'imaginer qu'il ne ceda a son fils toute

la représentation de la Royauté que par les memes
 raisons qui l'avoient engagé a le faire couronner,
 c'est a dire parceque dans le projet de rendre
 hereditaire un Sceptre qui ne l'étoit pas, il
 voulut accoutumer les françois a obéir aux
 Princes de sa maison: les Exemples meme des
 Roys Robert, Raoul, et Eudes, tous favorables
 qu'ils étoient a la personne de Hugues, ne
 l'étoient pas a sa posterité, puisque la soumission
 de la nation pour eux ne s'étoit point étendue
 a leurs Enfants, ou a leurs Heritiers. enfin
 ajoutera-t-on, il est si vray que la couronne qui
 fut déferée a Hugues capet ne fut point une
 couronne hereditaire, que tous les Roys qui luy
 succederent pendant les deux siècles suivans

prirent la même précaution que luy de faire
 couronner leurs fils. Philippe I. mort en 1108 fut
 le seul qui ne le fit pas, mais il y suppléa en
 faisant désigner Roy Louis le gros, quatre ou
 cinq ans avant son deus. croira-t-on que ces
 Monarques connoissant toute la conséquence
 de faire de leurs Enfants leurs egaux, inconvenient
 qui successivement a commencé par hugues capet
 luy même ils éprouverent tout, s'y fussent
 exposé pour se procurer seulement le plaisir d'une
 cérémonie inutile, si la couronne eut été héréditaire

Philippe auguste mort en 1223 est le premier
 des Capetiens qui ait négligé de faire sacrer, ou
 désigner son fils, et cela selon les apparences par
 la raison des grandes acquisitions qu'il avoit

faites, la normandie, le mayne, l'Anjou, la
 Touraine, le Poitou, l'Auvergne, le vermandois,
 le Valois, l'Artois, et le Comté d'Amiens unis
 a son domaine rendoient sa maison trop puissante
 pour qu'il put imaginer qu'on songeât a luy
 disputer la Couronne, Cependant Louis **VIII** son
 fils etant tombé dangereusement malade a
 Montpensier en 1226, ne crut pas les droits de sa
 famille assez fondés pour ne pas prendre des
 precautions pour les affermir. il assemblea les
 grands qui se trouverent alors a sa suite, et leur
 fit jurer sur les saints Evangiles qu'après sa mort
 ils reconnoitroient Louis **IX**.
 depuis S.^t Louis son fils aîné pour leur Roy, et
 qu'ils le feroient sacrer le plutôt qu'il seroit

possible. Cartulaire de Champagne de la Bibliothèque du Roy
fol. 132.

L'Evenement justifia bientôt la vérité de
cette démarche; Louis fut saisi, le Comte de
Champagne fut exclus de se trouver à cette
ceremonie; ibid. par lequel on le soupçonnoit d'avoir
fait empoisonner le feu Roy, par l'amour qu'il
avoit pour la Reine. Grand Chron. de France; c'en
fut assez pour l'engager à la revolte, et son exemple
qui fut bientôt suivi d'un grand nombre des
principaux Vassaux de la couronne ne fut pas
assés fort pour les ramener avec luy à leur devoir,
de la vinrent les Troubles qui agiterent les trois
ou quatre premières années de la regence de Blanche
Mere du Roy. Joinville Livre 2. Troubles dans lesquels

il ne s'agissoit pas moins que de donner à la France un autre Roy d'une autre famille que de celle de Hugues Capet, puisque quelques Chroniques nous apprennent que les Seigneurs vouloient Elever au Trône Enguerrand de Coucy. Chron. M. S. de M. de Thou.

Voilà je crois le plus loin où le fanatisme de la revolte puisse porter ses raisonnemens sur l'incertitude de la Succession de la Couronne dans la maison de Hugues Capet. je ne veux pour le confondre que le Principe que j'ay estably par l'histoire qu'il manqueroit beaucoup au droit et à la justice de l'Elevation de ce prince, et des lors il ne peut plus y avoir de doute sur le motif de ses démarches et de celles de ses

Successurs. j'ay prouvé que la Couronne ne luy
fut defférée par aucune assemblée de la nation -
d'où il resulte qu'il s'en empara, & la prit avec
les memes droits que l'avoit portés son prédécesseur
c'est à dire à Titre successif, & telle qu'elle avoit été
sous la race de charlemagne. Si la nation ne
s'assembla pas comme j'elay démontré, il n'est
pas possible que l'essence de Monarchie ait changé.

Tous les Seigneurs à l'exception du Duc d'aquitaine
de l'archevêque de sens, & du Comte de vermandois
qui se soumirent peu de tems apres souscrivirent
postérieurement au Couronnement de hugues,
c'est une preuve bien évidente qu'ils n'etoient pas
en Etat de luy rien contester, & s'ils ne luy
contesterent rien, il est bien certain qu'il ne prit

pas comme Elective une Couronne dont la nature
 étoit d'être successive à ses desendants. dira-t-on -
 que l'obéissance des Grands fut le fruit des
 conventions des Traités qu'ils avoient fait avec
 luy, et par lesquels il avoit consenty luy même
 à ne point transmettre son droit à sa postérité?
 Le fait est trop important pour ne le fonder que
 sur une pure supposition; nous ne voyons pas
 la moindre trace de ces prétendus Traités, et s'il
 y en avoit eu, il ne seroit pas possible qu'ils fussent
 échappés aux recherches des Savans du dernier
 Siècle; mais je suppose pour un moment que
 Hugues eut traité avec quelques Seigneurs, sur
 ce pied, je demande s'il luy étoit permis à luy
 même, et à quelques grands de l'Etat de faire

de pareilles conventions, et de changer la nature
 de la Royauté sans le consentement de la nation
 assemblée? Je vais plus loin, et je tire de la
 précipitation avec laquelle Hugues fit couronner
 son fils, la preuve que la couronne étoit héréditaire
 dans sa maison. Six mois s'étoient à peine écoulés
 depuis qu'il l'avoit mis sur sa tête, qu'il s'est
 dépouillé pour en orner celle de Robert et cela du
 consentement des Grands, si ce n'est pas de toute la
 monarchie, du moins de ceux de France et de
 Bourgogne, il est contre toute vraisemblance,
 que si ces grands eussent rendu la Couronne
 Elective, ils l'aussent vu s'itor et si tranquillement
 passer de la tête du Père sur celle du fils, l'exemple
 eut été trop prompt, et d'une trop dangereuse,

conséquence. Hugues n'étoit pas encore un Roy tranquille, la guerre avec Charles son compétiteur n'étoit pas encore commencée, et il n'est pas raisonnable de penser que si la question de la Succession eut pu être douteuse, il eut pris ce tems pour l'élever. Je conclus au contraire qu'il n'étoit pas, et qu'avant de marcher contre son rival, il voulut redoubler les sermens qui lient les François à sa maison.

Il est vrai que la soumission des François à l'égard de Robert, Raoul, et Eudes usurpateurs de la Seconde Race, ne s'étoit pas étendue jusques à leurs Postérité, mais le cas dans lequel se trouvoit Hugues étoit bien différent. L'autorité de ces usurpateurs n'étoit qu'une autorité précaire fondée sur ce que pendant l'Enfance ou l'imbecillité des

Rois, le royaume avoit besoin d'un deffenseur. on ne contestoit pas aux heritiers de Charlemagne le droit de porter la Couronne, on ne les trouvoit pas assez forts pour la soutenir. icy il ne restoit plus d'heritiers de Charlemagne, parceque celui qui restoit estoit regardé comme un étranger, dechu de ses droits parcequ'il en estoit devenu indigne. Eudes avoit pu rendre le Sceptre à quelqu'un, Hugues ne le pouvoit rendre à personne, et par consequent il ne le prit qu'avec le projet de le garder.

Si ses successeurs pendant deux siècles firent de leur vivant couronner leurs enfans, ce n'est pas parceque la couronne n'estoit pas successive, mais parceque connoissant eux memes ce qui manquoit

au droit de celui qui l'avoit mise dans
 leur maison, ils avoient tout sujet de craindre
 qu'on leur en contestât, non pas l'héritage, mais
 la propriété, ce qui est bien différent: en effet je
 demande comment il se pourroit faire, si
 l'héritage de la couronne eut été équivoque que
 pendant deux cent ans personne ne se fût avisé
 d'en proposer la question? manquoit-il dans le
 Royaume de Sujets assez puissans pour
 résister à leur Souverain? le Royaume en étoit
 plein, ils avoient tous les jours les armes à la
 main contre luy, pourquoy ne prenoient-ils
 jamais ce prétexte de leurs révoltes, ou au moins
 ne joignoient-ils pas cette raison à tant d'autres
 moins importantes pour lesquelles ils mettoient

le trouble dans l'Etat.

Il ne falloit gueres moins de deux Siècles
pour rassurer la posterité d'un usurpateur, mais
pendant ce tems tout ce qu'il y avoit pu avoir de
vieux dans l'origine de ses droits s'étoit effacé, et
avoir fait place à la lumière de la propriété la
plus Legitime. Il ne restoit plus aucun descendant
par Masses de Charlemagne, et les sermens
unanimes de la nation tant de fois reiterés au
sang de Hugues, formoient des liens sacrés et
indissolubles entre les François et une maison
à laquelle ils avoient pu se donner. aussi philipe
auguste jugea-t'il le Couronnement de Louis VIII
son fils comme une precaution desormais inutile.
Son puissance, il est vray par les acquisitions qu'il

avoit faite pouvoit luy donner cette confiance,
 mais l'histoire nous en a conservé une raison
 plus essentielle. Le mariage de ce Prince avec
 Isabelle de hainault avoit accumulé le droit de
 la maison de Charlemagne au sien, et fut un
 grand coup de politique de la part de Philippe
 d'alzace Comte de flandre, et regent du royaume
 pendant la minorité de ce Prince. Isabelle descendoit
 de Charles de lorraine le dernier des Carolingiens
 par sa fille hermengarde, qui comme je l'ay dit
 avoit épousé Alberic comte de Namur. la loy
 Salique ne laissoit, je l'ay vu aux descendants
 d'hermengarde aucune apparence de droit a la
 couronne, mais malgré le laps de deux siècles,
 le respect pour le sang d'un héros tel que

Charles magné, étoit encore tellement gravé dans
 le couer des françois, que ce ne fut qu'avec une
 joye extrême qu'ils virent un rejetton de ce Sang
 reparoitre sur le Trône pour leur commander. de
 la vinrent les Transports que toute la France fit
 éclatée au mois de j.^{bre} 1187. lorsque Izabelle mit
 au monde le Prince Louis depuis Roy. VIII.^e de ce nom
 Rigord. apud fran. Duchesne. Com. 5. pag. 24. ce n'estoit jela voue
 qu'une idée populaire; mais telle quelle put être, elle
 suffisoit pour assurer au Sang de hugues Capet
 tous les Couers qui sont le plus ferme appuy des
 Souverains; et il est si vray que cette idée avoit
 germé dans l'esprit des peuples, que Guillaume
 Mangis qui vers l'an 1301 entrepris la justification
 de la maison Capetienne, n'oublia pas d'y insister.

Après des assurances aussi précises de l'amour des
françois pour son fils, sera-t-on trompé que Philippe
auguste ait été rassuré contre la crainte qu'avoient
eu ou pût avoir ses prédécesseurs, devoit contesté, non
pas la succession, mais la propriété du Trône à
leur maison, et n'y a-t-il pas lieu au contraire d'être
surpris qu'on veuille faire croire cette même
inquiétude en la personne de ce même Louis, dont la
naissance avoit comblé les vœux de la nation.

Louis, il est vrai, recommanda en mourant S.^r Louis
son fils aux seigneurs qui se trouverent pour lors à
sa suite, il les fit jurer qu'ils le reconnoitroient
pour leur maître, et qu'ils le feroient savoir le
plutôt qu'il seroit possible; mais cette précaution
ne peut être avantageuse à ceux qui soutiennent

le party contraire que paruequils l'exposent dénuée
de ses circonstances essentielles.

S^t. Louis son fils et son successeur entroit
à peine dans sa 12^e année, et le Père connoissant
la vertu et la Capacité de Blanche de Castille sa
femme, vivoit de la déclarer regente en presence de
l'archevêque de Sens, et des Evêques de Beauvais et
de Chartres qui le déclarerent eux-mêmes authenti-
quement par leurs lettres scellées de leurs sceaux,
Trésor des Chartres. Layette des Regences, Louis ^{VIII} pouvoit-il
être tranquille en laissant un Royaume à un
Enfant, et le gouvernement entre les mains d'une
femme étrangère? est-il nécessaire de mettre en
doute le droit de Succession de S^t. Louis à la couronne
pour autoriser les inquiétudes de son Père, et ne

Suffis il pas de luy laisser puer les desordres
 ordinaires des minorités, desordres plus à craindre
 alors par la puissance excessive des grands qu'ils
 ne le seroient aujourd'hui? mais ce qui efface, j'ose
 le dire, jusqu'au soupçon que Louis VIII. eut luy
 même aucun doute sur le droit de son fils, est
 son Testament qui est parvenu jusqu'à nous
 malgré les injures des Tems, et par lequel il
 partage son patrimoine entre ses enfans, en
 établissant que son fils aîné doit être Roy. Tresor
 des Chartres apud Duchesne. Tom. 5. pag 324. en voici les
 Termes. Primum volumus et precipimus quod filius noster
 qui nobis succedet in Regnum habeat totam terram, quam
 Clarissimus Genitor noster Philippus pio recordationis Tenet.
 Nous voulons, et nous ordonnons que notre fils

qui nous succédera au royaume ayent tout le
 domaine qu'a possédé notre très illustre Père
 Philippe de pieuse mémoire. Je demande si dans le
 cas que Louis **VIII** n'aurait pas été bien certain de
 droit de son fils à la Couronne, il ^{se} seroit exprimé
 dans ces Termes? et ce fils ne pouvoit être que
 S^t. Louis parce que S^t. Louis étoit son aîné, la
 preuve en résulte du même Testament, puisque
 Louis **VIII**. y fait des Legs à son second fils, et
 de suite à tous les autres. Je fais cette remarque
 pour ne pas laisser en doute que je n'ignore pas
 le sentiment de quelques auteurs modernes qui
 ont prétendus qu'anciennement, c'est à dire sous la
 première, et surtout sous la seconde Race, la
 Couronne étoit successive, et Elective à la fois.

successive en laquelle estoit defferée de droit à
 la maison regnante, mais elective en ce que les
 Electeurs pouvoient choisir dans cette même
 maison le Prince le plus convenable à l'état
 des affaires sans avoir égard à la descendance de
 la ligne directe, ny même dans la ligne directe
 à la primogeniture. indépendamment de ce que tous
 les exemples antérieurs à Louis VIII. y résistent
 et que depuis luy nous n'en connoissons aucun,
 rien n'est plus contraire à cette opinion que le
 Testament de ce Prince, puisque le principe de
 toutes ses dispositions est, comme je viens de le
 dire, que son fils aîné doit être Roy. Je ne
 m'arrêteray pas davantage à cette question,
 quoique je croye avoir d'assez solides raisons

pouvoit être persuadé que dans tous les Temps la
 couronne a été successive et linéale en France
 et pouvoit prouver aux Sectateurs du party contraire
 qu'ils ne pouvoient alléguer que des exemples pris
 dans des Temps de troubles qui ne sont d'aucune
 autorité, parce que l'abus ne peut jamais être
 proposé comme une loy. Il me suffit qu'ils n'aient
 pas porté leur avis jusqu'au point de prétendre que
 sous la Seconde race, la couronne ait été
 purement elective. ils le pouvoient s'ils ne faisoient que
 des exemples, tels qu'ils soient pour soutenir leur
 sentiment, et les regnes de Robert, Raoul, et
 Edouard leur fourniroient de quoy bâtir leur système,
 mais ceux qui ont été jusques là nous pas fait
 fortune, et par conséquent il ne subsiste plus que

la proposition que la couronne a été Elective et successive a la fois, dans la première, et la seconde vraie, proposition que tous les faits sans exception contredisent; mais qui ne détruit pas la mienne que la couronne étoit héréditaire en général.

Je reviens à combattre mes véritables adversaires, je veux dire ceux qui prétendent que la couronne de Hugues Capet a été purement élective; ils veulent tirer avantage des Troubles qui agiterent la France pendant les quatre premières années de la minorité de S^t Louis. les grands de l'état, disent ils, offrirent le Sceptre à Enguerrand de Coucy; mais en vérité l'avantage qu'on peut tirer de ce fait est bien petit lorsqu'on l'examine sans prévention. premièrement le fait n'est appuyé que

Sur quelques Chroniques bien equivoues, et il n'est
 pas vraisemblable selon un de nos meilleurs
 Historiens. Daniel. Edit in 4°. Tom. 4. pag. 13 qu'un
 Comte de Boulogne oncle du Roy, qu'un Comte
 de Bretagne et tant d'autres Princes, eussent
 voulu se soumettre a un particulier. il est bien
 plus raisonnable de penser avec les historiens
 que tous ces grands n'auroient pris les armes, que
 par la jalouse qu'ils avoient de voir l'arrogance
 entre les mains d'une femme etrangere. c'est a cette
 jalouse qu'il faut attribuer les entreprises qu'ils
 firent pour se saisir de la personne du jeune
 Roy. Joinville Liv. 2. parqu'en l'enlevant a sa
 mere ils la privoient de toute autorite, supposons
 meme pour un moment qu'il soit veritable que

Les grands ayent offert la Couronne a Huguerand
de Coucy, j'en reviendray toujours a mon principe
l'abus ne peut pas estre cité comme une loy. ces
grands victorieux que des rebelles. et a quoy tiendroient
les Couronnes si l'exemple des revoltes, meme
heureux dans leurs complots pourroit degenerer en
regle fondamentale des monarchies.

Quelque loin que j'usse porté l'objection que
la royauté qui fut reconnue en la personne de
Hugues Capet, fut dans son origine une royauté
Elective, j'en suis flatté de l'avoir détruite successivement
dans toutes ses parties et cela par la seule raison
que Hugues Capet s'étant saisi de l'autorité royale,
il l'avoir prise telle qu'elle estoit, et que par consequent
elle n'avoit pu changer de nature comme elle —

auroit pu faire si elle luy eut été donnée à de
 certaines conditions. passons à la Seconde question
 qui consiste à dire que la royauté en la personne de
 Bugues Capet fut réduite à la simple souveraineté,
 j'en ay déjà fait sentir la conséquence. si cette
 proposition étoit admise, il faudroit convenir
 nécessairement que le pouvoir indépendant que
 nos Monarques exercent sur nous aujourd'hui
 n'est d'eux par une usurpation.

Jey Mézeray et ceux qui l'ont suivi triomphent
 par la multitude et la précision des exemples, et
 j'en prétend pas leur en contester un seul. Je
 conviens avec eux que pendant plus de 300 ans le
 Royaume a été gouverné comme un grand fief
 plutôt que comme une monarchie, et que dans.

certains car le Roy luy meme tenoit des
 sieges de ses Sujets, mais de ce que cela a
 esté ainsi est ce une raison pour conclure
 que cela dut estre, c'est ce dont je ne conviendray
 pas, et j'opposeray toujours à cette prétention
 que jamais un abus ne peut estre cité pour
 une Loy? de meme que la couronne en passant
 sur la Tête de Hugues capet ne cessa pas d'estre
 hereditaire, et ne changea pas de nature, et de
 meme elle ne perdit aucun de ses droits. j'avoue
 que sous les derniers Roys de la seconde race,
 les gouverneurs des Provinces s'étoient cantonnés
 dans leurs Gouvernemens, et avoient fait pour
 eux et leurs descendants des souverainetés
 hereditaires de ce qui ne leur avoit esté donné par

leurs maîtres que comme des Emplois à vie
 et même amovibles. il ne restoit presque plus
 rien à la couronne lorsque Hugues Capet s'en
 empara, mais elle n'avoit pas perdu la propriété
 de ce dont elle avoit perdu la possession, et la
 justice reclamoit toujours pour elle contre les
 usurpateurs. Hugues la prit, et elle passa sous sa
 Cotte avec tous ses droits, et si l'on m'objeete qu'
 alors le Domaine n'estoit pas inalienable; je
 repond que le domaine dont il s'agit n'estoit pas
 aliéné, mais usurpé et par consequent toujours
 sujet à la réclamation du véritable propriétaire
 niest il été qu'un simple particulier. il s'agit
 même moins dans la question présente du
 domaine du Roy, que de l'autorité royale, et

c'est cette portion de la majesté de nos maîtres
 dont jamais ils n'ont pu être privés par leurs
 Sujets; elle a pu être obscurcie pendant un
 tems, mais elle n'a pu s'évanouir pour toujours.
 il ne dépend pas du Roy d'y renoncer, et quand il
 le feroit, son consentement ne formeroit aucun
 engagement ny pour son successeur, ny pour
 les peuples, parcequ'il n'est qu'une fuitive grevé de
 substitution qui ne peut pas détériorer l'héritage
 dont il jouit.

Cette espèce de substitution du Trône est un
 contrat synallagmatique entre le Souverain
 et les Sujets. le Souverain ny est monté qu'à
 cette condition et il étoit d'intéresser des Sujets
 de la lui imposer parceque plus le maître est

puissans, plus ses Sujets ont a esperer de ses bienfaits, et a se tranquiliser a l'ombre de sa justice.

Je ne porte cependant pas la prevention au point de croire que la question ne seroit pas infiniment plus difficile de savoir si lorsqu'au deffaut de la race regnante la couronne revient a la disposition de la nation, la nation degagée d'un ~~deux~~ liens d'un premier contrat, n'est pas en droit d'imposer dans le second de nouvelles conditions qu'elle croit luy estre plus avantageuses. Je ne conteste pas qu'elle le puisse. elle se donne et par consequent il luy est libre de ne le faire que de la maniere qui luy convient, mais je conteste dans le fait qu'elle se soit donnée, elle

sest soumise.

Dira-t-on que puisque j'envois dans
 Hugues capet qu'un usurpateur, le droit de la
 nation s'étoit conservé, et que ce qu'elle auroit
 imposée authentiquement à un de ses membres
 qu'elle auroit mis volontairement sur le trône,
 elle la exige successivement, mais légitimement
 de Hugues et de sa descendance? J'avoue que je
 ne crois pas qu'on ose hasarder contre moi cette
 proposition.

Si la nation a le droit de changer la nature
 du gouvernement lorsqu'elle peut se donner un
 maître, elle n'a ce droit que dans le moment qu'elle
 se donne ou qu'elle se soumet; les conséquences de
 la proposition contraire seroient affreuses pour

la tranquillité de l'État; le moment est critique. Si la nation ne parle pas dans ce moment, les choses restent dans leur état naturel et primordial, et c'est ce qui est arrivé lors de l'élévation de bugua Capes.

Je dis que la nation n'a point parlé, et il me suffiroit de le dire, jusqu'à ce qu'on me prouve authentiquement le contraire; mais j'étais plus loin, je soutiens qu'il n'a pas été possible qu'elle parlât, parce que par le mor de nation, je prétend que dans le cas dont il s'agit, on ne doit pas

+ tous les Sujets
en particulier mais =

entendre⁺ tous les Sujets assemblés de la manière dont ils le peuvent être et qu'ils l'étoient sous la première race, et dans le commencement de la seconde. ou j'ay fait voir que non seulement

l'usage de ces sortes d'assemblées ne subsistait plus, mais que par la constitution actuelle de l'état, il était impraticable de le rétablir. le peuple avoué sous la puissance de tant de différents Vainqueurs, n'aurait osé s'exprimer et se servir vu réduit à la nécessité de redoubler ses chaînes en servant ses Tyrans. cependant ce peuple était une portion essentielle de la nation, et peut être la plus intéressée dans le choix d'un maître et dans l'étendue du pouvoir qui lui aurait été attribué. L'exclusion de cette portion suffirait pour rendre nuls et l'assemblée et tout ce qui s'y serait passé. Trop de raisons sépareraient les sentimens des grands de ceux des communes. les grands ne voulaient voir dans leur Souverain qu'un égal

hors d'etat de leur rien contester, les Communes
 n'auroient voulu de maître qu'un Roy puissant
 en état de les protéger contre les violences sous
 lesquelles elles gémissoient. Etoit il possible de
 concilier des intérêts si directement opposés? aussi
 n'y eut il pas d'assemblée, et la royauté par le
 principe que j'ay crably demura telle qu'elle
 étoit.

Réduite à l'indigence elle ne fortifia pas les
~~seins~~ dans lesquelles elle tomba et qui par
 le défaut de Droits craignoient à tous les instans
 de se la voir arracher. Hugues et ses successeurs
 vécurent dans ces alarmes: elles durèrent comme
 nous venons de le voir pendant 200 ans jusqu'
 au Règne de Philippe auguste, et on ne sera

point etonné, qu'occupés uniquement du soin
 de conserver la couronne, ils n'ayent point
 entrepris de luy rendre son premier éclat, c'étoit
 bien assés de ne la point perdre. les grands en
 profitèrent pour s'affermir dans leurs usurpations,
 ils ne pouvoient les rendre solides que par
 l'abaissement de l'autorité royale, et de là naquit
 le système de réduire la royauté à la simple
 suzeraineté en ne regardant le roy que comme
 le possesseur du fief dominant sur tous les autres,
 système à la mode dans un tems voisin de
 l'établissement des fiefs au profit des particuliers
 dans le royaume, quoiqu'à l'origine en fût plus
 ancienne au profit du roy. les grands ne voulurent
 voir dans le souverain que le même degré de

pouvoit qu'ils avoient eux même sur leurs principaux
 vassaux, et bientôt comme l'usurpation ne connoit
 point de bornes, ils vinrent au point de leur
 contester le droit de faire ce qu'ils faisoient
 impunement dans leurs Etats. Telles furent les
 maximes de la conduite des grands pendant les
 premiers siècles de la troisième Race, et c'est
 une modération de la part de Mezeray qui leur
 applaudit avec ses Sectaires de dire que ces
 maximes n'avoient pour objet que de réduire la
 souveraineté à la simple suzeraineté, il est
 évident qu'elles tendoient à renverser l'autorité
 royale du Trône, et à ne laisser au Roy qu'un
 vain Titre. Trop d'exemples sont garants dans
 l'histoire de ces projets seditieux, et si l'on ne faut

que des exemples, Mozeray auroit pu le canoniser, de même qu'il a fait le principe que la royauté n'est qu'un simple fief assujéti aux loix communes de la féodalité.

Mais pendant que les grands trop redoutables faisoient valoir par la force de la prétention si contraire à l'idée que toutes les nations ont eu de la Royauté depuis son origine, pendant ce temps, dis je, les droits de la Royauté étoient en dépôt entre les mains de la justice qui n'attendoit que des circonstances favorables pour les faire éclater. il falloit que les Roys eussent acquis assez de Richesse pour avoir des partisans. cette époque étoit réservée aux regnes de Louis le Gros, et de Philippe auguste son petit fils. le premier eut

le Courage d'attaquer les Tyrans qui desoloient le
 Royaume par leurs revoltes, et leurs Brigandages,
 le second aussi courageux que son Ayeul
 enrichir son Sceptre par les acquisitions
 immenses qu'il fit, ou pour mieux dire en-
 reunissant au domaine de la Couronne tant de
 portions qui en avoient été distraites. c'est sous
 ces deux Monarques que l'on voit l'autorité royale
 commencer à se relever, et la première démarche
 qu'ils firent pour y parvenir fut de relever eux
 même les Communes en leur rendant les anciens
 privilèges qu'elles avoient autrefois et dont elles
 avoient été dépouillées par les usurpateurs. ces
 privilèges consistoient à avoir des espèces de
 Tribunaux composés des principaux citoyens

qui geroient les affaires du public, et adminis-
 troient la justice aux particuliers. nos Roys
 leur rendirent aussi la permission d'assembler
 leurs milices. la cause des Communes étoit la-
 même que celle du Souverain, parceque comme je
 l'ay dit les communes gémissoient sous le joug des
 Tyrans, qu'il estoit de l'intérêt du Souverain
 d'abbattre, ainsi Louis le gros, et Philippe
 auguste par cette politique armerent contre
 la portion de la nation ennemie de la royauté,
 celle qui avoit le plus d'intérêt à la soutenir, et
 qui n'en auroit pas souffert la dégradation si
 ses seurs eussent répondu à ses vœux prudemment
 cette portion des François avoit autant de droit
 que l'autre de décider du sort de la Couronne

mais elle avoit de plus cet avantage que la
 raison, la justice et la nature même de la
 royauté croient les Colonnes de son party. sur
 des fondemens aussi solides les Successeurs de
 Louis le Gros et de Philippe Auguste ont retiré
 leur puissance, et par conséquent il n'est pas
 raisonnable de nous donner pour une loy
 fondamentale de la monarchie tout ce que la
 révolte, l'usurpation, la violence, et l'iniquité
 ont pu imaginer et exécuter contre eux.

C'étoit anciennement l'autorité royale que de la
 réduire à la simple Suzeraineté. Je conviens
 que cette usurpation a duré trois siècles, mais
 le laps de Temps ne la pas rendue légitime; il
 suffit que ce soit une usurpation dans le

principe pour quelle ne puisse être applaudie.
 sans crime. De là est née la maxime qu'on ne
 peut opposer de prescription à l'autorité royale,
 et que le domaine de la Couronne est inaliénable.
 Je crains même d'autant moins qu'on ne puisse
 opposer le laps de trois siècles, pendant lesquels
 la royauté a été pour ainsi dire éclipsee en France,
 que si l'on a lu avec attention ce qui a précédé, il
 en faut retrancher les deux premiers pendant
 lesquels les Capetiens incertains de conserver, non
 pas l'hérédité, mais la propriété de la Couronne,
 crurent assés faire que de la garder. nous venons
 devoir que Louis le Gros qui mourut en 1137. fut
 le premier qui entreprit de lui rendre sa majesté
 et sa force. Depuis le Sacre de Hugues Capet en

987. il ne s'étoit écoulé que 150 ans. les maximes
 ou pour mieux dire les prétentions des usurpateurs
 subsisteront encore pendant 150 autres années, il
 ne falloit pas moins de tems pour les détruire -
 qu'il en avoit fallu pour les établir, et tel est le
 sort de l'autorité qu'elle s'évanouit avec vitesse et
 ne reparoit qu'avec lenteur. l'ouvrage même que
 nos Rois ont entrepris pour la renouveler a été
 si souvent troublé par les malheurs de l'état et
 leurs propres disgraces, qu'il n'est pas étonnant que
 ce ne soit ^{qu'}après tant de siècles qu'ils soient
 parvenus à la ramener au point où elle a été dès
 l'origine de la monarchie, et qu'elle doive être
 en la personne de hugues Capet au moment qu'il
 fut couronné.

Je sens que ceux qui me feront l'honneur
 de jeter les yeux sur cette dissertation, la
 regarderont comme la consequence des principes
 qu'on puise dans l'Etat que j'ay entrepris. on ne
 manquera ^{pas} de m'accuser d'être aussi royaliste, et
 même plus qu'un intendant de province ne doit
 être, et on me reprochera de la temerité d'avoir
 osé d'un tel homme aussi accrédité que
 Mezeray, mais ne pourray je point moy même
 faire le reproche aux partizans de Mezeray d'être
 devenu les sectateurs de l'ennemy déclaré de
 l'autorité royale? j'en appelle aux gens desintéressés
 ce sont là nos juges, et ils sont bien rares dans
 une matière sur laquelle tout homme seroit
 en droit de prendre un party même sans les

lumières nécessaires pour se déterminer. Je soutiens
au contraire que ceux qui m'examineront sans
prévention me croiront dans la voye ou il faut
être pour écrire sur l'objet de cette dissertation.

Voyons même dans le cas particulier si l'on
peut avec raison me regarder plus royaliste que
Mozeray. Je le contredis dans deux propositions
essentielles. il soutient que la Couronne a été
déférée à Hugues capet par le consentement
unanime de la nation assemblée; il en fait un
roy légitime, j'en fais un usurpateur, je suis plus
hardy que luy en apparence au moins, car j'ay
démontré bien clairement qu'il est un peu important
aux successeurs d'Hugues, après une possession de
tant de siècles qu'il ait usurpé la Couronne.

Mais la premiere proposition de Mazeray
 renferme le venin des consequences qu'il en tire -
 dans la seconde, venin qu'il a preparé de maniere
 a seduire. Si la Couronne a été donnée a Hugues
 Capet, il en conclud, ou au moins induit a
 conclurre que ce n'a été qu'a des conditions qui
 ont avili la royauté, et de ce que la Couronne a
 été usurpée, je conclud qu'elle est demeurée dans
 tout son lustre. voila la difference qu'il y a
 entre Mazeray et moy, nous sommes contraires
 en tout, il est royaliste quand je ne le suis pas,
 et je commence a le devenir quand il cesse de
 l'être, nous ne le sommes pas plus l'un que l'autre
 et nous le sommes differemment.

Je ne pretend pas cependant me justifier de

la defense de l'autorité royale, j'en fais gloire
 au contraire, et me trouve très heureux que les
 vérités historiques soient d'abord pour cela avec
 mes devoirs et mon amour pour mes maîtres.
 j'edis même plus, la cause de la royauté est
 celle de la nation, et pour cela il ne faut que
 comparer l'état du Royaume dans les tems de
 Troubles et de confusion ou Mazarin veut nous
 faire remonter par ses principes avec la
 tranquillité dans laquelle nous vivons depuis
 que nos Rois ont repris leur autorité dans
 toute l'étendue qui leur appartient; on verra
 que pour être bon Citoyen dans toute monarchie,
 mais surtout en France, il faut être Royaliste,
 parceque la source des plus grands malheurs

pour les prier à toujours été le partage de
l'autorité souveraine entre le Prince et ses
Sujets.

Reynes de France.

Ce seroit vouloir faire parade d'érudition
d'entreprendre de prouver que dans toutes les
monarchies de l'univers, les impératrices et les
Reynes ont été admises par les empereurs et les
Rois au partage non seulement des honneurs
mais encore de l'autorité de la puissance souveraine.

Il semble qu'en France ou la loy fondamentale
de l'état, je veux dire la loy salique, exclut les
femmes de la succession, non seulement à la

couronne, mais encore aux simples siefs, les Reynes auroient du perdre quelque chose de la veneration que partout ailleurs les peuples ont pour elles, cependant les françois se sont toujours piqués a leur egard du meme degre de respect et de la meme obeissance. ils n'ont jamais oublié que c'est a une Reyne qu'ils doivent le bonheur de connoître la verité du Christianisme. par quel motif plus grand que celui de la religion pouvoient ils être animés a remplir des devoirs que le choix et l'amour de leur maitres suffisoient pour exiger d'eux.

Aussy voyons nous des les premiers tems de la monarchie les veuves de nos roys gouverner en qualité de Regentes pendant la minorité de leurs

fils un état auquel leur sexe ne leur permet
 pas de succéder. mais ce n'est pas icy le lieu de
 traiter cette matière. elle appartient au Ch. des
 Regences, et je n'en parle que pour prouver en
 general ce que j'ay avancé de la soumission des
 françois à leurs Roynes.

Elles sont couronnées par l'église, mais avec une
 grande différence du Sacre des Rois dont les
 Cerimonies sont les memes que celles de l'ordination
 des Ecclesiastiques jusques et compris le diaconat.
 les Roynes ne sont ointes qu'au front et d'un
 autre Cresme que celui de la sainte Ampoule.
 quand les Rois estoient mariés lors de leur Sacre
 l'usage estoit qu'ils fussent couronnés en meme
 tems, et c'est ce qui fut pratiqué à l'égard de

Clemence seconde femme de Louis huitiesme, de
 Jeanne premiere femme de Philippe de Valois,
 d'une autre Jeanne femme du Roy Jean, et d'une
 troisieme Jeanne femme de Charles cinq. mais
 lorsque les Roys ont esté sacrez avant leur mariage
 en ce cas c'est ordinairement a S.^t Denis que les
 Reynes sont couronnées quoyqu'il y ait cependant
 une infinité d'exemples qu'elles l'ont esté ailleurs,
 Constance seconde femme de Louis le jeune le
 fut a Orleans, alix troisieme femme du meme
 Roy a Paris a Notre Dame. ysabeau premiere
 femme de Philippe auguste, marie seconde femme
 de Philippe le Bel, et Jeanne seconde femme de
 Charles le Bel a Paris en la S.^te Chapelle, marguerite
 femme de S.^t Louis a Sens. Du Tillet Recueil des

Rois de France. pag. 264. Edit. in 4. dont j'ay tiré tous
ces faits, semble insinuer que le droit de couronner
les Rois appartient aux archevêques de Sens,
puisqu'il observe que lorsqu'elles l'ont été à la
S^{te} Chapelle les archevêques de Rheims en ont
fait la fonction, parceque la S^{te} Chapelle est
exempte de ceux de Sens, c'est depuis Charles VI que
S^t Denis paroit avoir été destiné pour cette
auguste Cérémonie à laquelle nos Rois n'ont pas
dédaigné la fonction de porter la Couronne, ceux
qui voudront s'instruire plus en détail de tout
ce qui s'y pratique peuvent consulter du Tillet
que je cite; il en fait une relation qu'il a tiré
de la Ch. des Comptes de Paris. livre Cotté 4. fol.

Immédiatement c'est à dire quelques jours après son Couronnement, l'usage est que la Reine fasse son Entrée à Paris au milieu des acclamations du Peuple. la Ville est ornée d'Arcs de Triomphe sur son passage, et luy donne des fêtes magnifiques. ce fut en allant voir les préparatifs de ces fêtes qu'Henry **IV.** fut assassiné de la main de l'exécration Navailles. Mathieu. histoire déplorable de la mort d'Henry 4.

Dans le tems que pour rendre les Chartres royales plus authentiques il étoit nécessaire qu'elles fussent souscrites par les Princes et les grands officiers de la couronne, formalité à laquelle on a substitué l'enregistrement dans les Cours supérieures depuis leur Etablissement; il y a quelques exemples que

les Roynes y ont mis leur Signature; on en voit
 de cette Espèce dans le Chartier de l'abbaye de S.^t
 Denis des Roys Philippe I. et Louis le gros en 1060
 et 1119 Signés par Anne et Alix leurs femmes.
 Louis le gros même dattoit non seulement des
 années de son Règne, mais encore des années du
 Règne de la Reine Alix, on en trouve encore la
 preuve dans le Chartier de l'abbaye de S.^t Denis
 par deux actes de son règne. L'an 12. et 14 de celui de
 la Roine Alix le 6. et 8. et par un autre dans les
 Archives de notre Dame de Paris. L'an 11 de son règne,
 et le 5 de celui de la Roine Alix, Du Tillet. Recueil
 des Roys. pag. 255. et 256. Edit. in 4°.

La formalité de l'enregistrement dans les cours
 Supérieures ayant succédé à la souscription des

actes emanés de l'autorité royale par les princes
 et les grands officiers, il n'est pas étonnant que nos
 Rois auxquels nos Rois ont bien voulu donner
 part au gouvernement de l'état ayent assisté au
 parlement lorsqu'ils y ont tenu leur Lit de justice.
 Charles V. y fit venir Jeanne de Bourbon sa
 femme en l'assemblée qu'il y tint des trois États
 les 9 et 11^e May 1369 pour résoudre la guerre
 contre les Anglois sur les plaintes des Barons
 d'Aquitaine. Charles IX ne vint point au même
 parlement sans y avoir à sa droite Catherine de
 Medici sa mère si célèbre par sa puissance
 immoderée sous le Règne de ses enfans, et depuis
 nos Registres et nos annales sont pleins de
 semblables exemples.

De la prerogative des Roynes d'assister au
Parlement derive la consequence qu'elles jouissent
de tous les privileges des Pairs de France en voicy les
preuves.

Pour declaration de Philippe le long du mois
d'avril 1317 elles avoient le droit de tenir des grands
jours dans les Terres de leur Domaine et de leur
Douaire. Parl. de Paris. reg. 66. fol. 203 et pour arret
du 18^e mars 1382. Il fut dit que les grands jours des
Terres du Douaire de la Reine Blanche ressortiroient
au parlement⁺ de Parlement⁺ de Paris, et non a
l'Echiquier de Normandie. Du Tillot loc. Cit. pag. 256

Philippe de Valois en avril 1344 apres paques
ordonna que les Terres de Jeanne sa premiere
femme seroient regies par un Bailly qui

ressortiroit niement au parlemens de Paris.

Tresor des Chartres Layette Reginar 260. Ce —
privilege a esté depuis confirmé plusieurs fois et
même augmenté **I.** par arret du 23^e decembre
1522 par lequel il fut vu que les juges et officiers
de judicature de la reyne auroient les memes droits
que les juges Royaux. **II.** par lettres patentes
de francois **I** qui contiennent la meme disposition
en date du 29^e j.^{bre} 1525 verifiées au parlemens.

Memoires des ordonnances dud. Roy. liv. 1. fol 406

III. Par autres lettres patentes de Charles **IX** du
25 may 1566 registrées le 30^e juillet suivant. Ibid.

Les Reynes ont leurs jours ou leurs causes —
sont plaideés au parlemens de Paris sur des roles
particuliers pour elles de meme quil se pratique

pour les pairs. Reg. du parlement 8 may 1410.
et 27 juin 1412.

Dans le tems qu'il estoit d'usage d'adjourner
les Pairs avec de plus grandes solennités que les
particuliers, il falloit observer les memes formalités
à l'égard des Reynes, et c'est ce qui a été jugé en
faveur de Jeanne d'Evreux femme de Charles le
Bel dans les procès qu'elle eut à soutenir contre le
Vidame de Laonnois et le sire de Comy par
arrêts des 12 may 1340. 2 juillet 1366. et 5 juillet
1376. Du Tillet. Recueil des Roys pag. 256. Edit in 4°.

C'en étoit point assez pour les Reynes de rendre
leurs prerogatives égales à celles des Pairs, il étoit
naturel de les assimiler autant qu'il est possible
à celles du Roy même avec lequel elles partageoient

le Titre et la majesté de la Couronne; voici ce que nous trouvons avoir été établi ou réglé pour elles en différentes occasions.

Leur maison est composée à l'instar de celle du Roy. elles ont des officiers qui prennent le Titre de grand. il ne faut que jeter les yeux sur ceux des Reynes Anne et Claude de Bretagne, on y voit messire Jean de Rohan grand maître, messire Luy de banges S.^r de montmor et de moyencourt grand Euyeu, le S.^r de Bieux maréchal, le S.^r de la Trimoüille amiral, le sieur de Bonnardiere Grand veneur, on croiroit que ces offices estoient aux du Duché de Bretagne, si on ne voyoit en même Temps que la Reyne Jeanne femme de Philipès le long avoir en 1319

Maitre Pierre Bertrand pour Chancelier, et
 qu'yzabeau de Baviere femme de Charles V.
 avoit messire Philippe de Savoisy pour grand
 Maitre, Messire J. de Neyelles, maitre Robert le
 Macon, et maitre Robert Carteau pour
 Chanceliers en differens Tems, et ce quil y a de
 plus Singulier une Chanceliere M.^{me} Bonne
 d'Armagnac femme du S.^r de Montauban
 qualifiée cousine, et Chanceliere de la Roynne
 dans le Reg. du Parlement du 22^e may 1413 du
 Tillet. *ibid.* pag. 257. on peut juger de la consideration
 de ces Charges et offices par les noms de ceux qui
 les ont possédés.

Il s'en faut bien que depuis les maisons des
 Reynes ayent été si considerables, voicy la

Composition de celle d'aujourd'hui.

Maison de la Reine 1738.

Surintendante

S. A. S. M.^{lle} de Clermont princesse du Sang.

Cette charge a été créée en faveur de Madame de
Montespan par Louis XIV

Dame d'honneur.

Madame la Duchesse de Luynes

Dame d'atours

Mad.^e la Duchesse de Mazarin.

Dames du Palais 12.

Mesd.^{es} la Princesse de Chalais grande d'Espagne.

la Duchesse d'Antin

la Duchesse de Biron

la Princesse de montauban de la maison de Rohan

la Duchesse de Boufflers.

la Duchesse de Villars

la Marquise de Rupelmonde

la Comtesse de merode.

la Marquise de Matignon.

la Comtesse de Mailly.

la Duchesse d'Anenis

la Marquise de Bouzoller.

Chapelle.

Grand Aumonier

S. E. le Cardinal de fleury.

Premier Aumonier.

M. de Lavanne archeveque de Rouen

Aumonier ordinaire

M. l'abbé de S.^t Aulaire.

Aumoniers de quartier 4.

M.^{rs} les abbés de Chevrères, de Pontac,
de S.^t Hermine, d'Aligre.

Chevalier d'honneur

M.^r le M.^{is} de Mangis chevalier des ordres du Roy.

Lieutenant general de ses armées

Premier Euyev.

M.^r le M.^{is} de Tessé Colonel du Regiment de la reine

Chancelier

M.^r le M.^{is} de Breteuil commandeur des ordres du Roy
cy devant Secrétaire d'Etat de la Guerre.

Premier Maître d'hôtel.

M.^r le M.^{is} de Chalmazel.

Maître d'hôtel ordinaire.

M^r Fournier

Surintendant des finances Domaines et
affaires

M^r Bernard Maître des Requetes

Secrétaires des Commandemens 2.

M^{rs} Rossignol, de Balagny Conseiller au
parlement, Castanier d'Aurillac M^r des Requetes.

Maître de la garde Robe.

M^r Ycard.

Procureur general

M^r Mesnard.

Avocat general

M^r Tartarin avocat.

Intendant de la maison et general des finances

M^r Lambert.

Tresorier

M.^r le fevres.

Secrétaire ordinaire

M.^r Girard.

Maîtres des requêtes 4.

*M.^{rs} Brissart, le Sachet, Des forges, et l'abbé de
Céilhes.*

Secrétaires du conseil

M.^{rs} Maupin, et Chevalier.

Garde Livres, Etats, et papiers

M.^r Bernage S.^r Miers.

Secrétaire interprète.

M.^r Compagnol

Agent des affaires

M.^r de L'ain.

Chauffe Cire

Prevost.

Guissieu

Bastien.

On ne voit point dans cette maison de grand
maître de l'hôtel, de grand Ecuyer, de Marechal,
d'Amiral, ny de grand veneur, mais on y voit encore
un grand Aumonier, et un Chancelier.

On n'y trouve point non plus de Capitaines des
gardes dans aucun Temps, la raison est que dans tous
les Temps la garde du Roy a été celle de la reine.

Toute la dépense de la maison de la Reine est
payée par le Roy. lorsqu'elle n'a point de domaines
et ce n'est point sans quelque Etonnement que
l'on voit par les registres de la Ch. des comptes de

Paris qu'en 1217. sous Philippe auguste elle ne monta y compris la garde Robe qu'à 579^s. 10 pour quatre mois et demy.

Pro expensâ regine de VII^{xx} diebus tres minus usque ad octav. omnium Santorum III^c. III^{xx} libras, x Sol. minus, et pro robâ c. libras.

C'étoit une somme considerable en ce tems là et il paroît même que la Taille du pain et du vin que les Roys levoient sur leurs vassaux étoit un droit destiné à cette dépense. c'est ce qui est prouvé par un Chapitre des anciennes ordonnances sur les Metiers, marchandises, et police de la ville de Paris 2. partie. fol. 31.

Taille du pain, et du vin ditte la Ceinture de la Roynie qui se lie de trois en trois ans. &c.

Cette Caille ne s'appelloit assurément la
ceinture de la Reine que par sa destination.

Quoy qu'il en soit le grand maître, et les autres
maîtres d'hôtel de la reine avoient dans sa
maison une juridiction qui ressortissoit par
appel au parlement, et les officiers et domestiques
de cette maison jouissoient des memes privileges
que ceux des Roys. Reg. du parlement de paris

9 mars 1371. 27. mars 1396. 28^e juin 1414. 29. 7.^{bre} 1522. et
20 fevrie 1548.

Cette maison estoit sçavie de maniere qu'il n'estoit
pas meme permis aux maris d'y user de leurs
droits avec leurs femmes.

Philippe III {dit du Teller Recueil des Rois pag. 257.
Ed. in 4.^e} fils de S.^t Louis ordonna qu'en l'hôtel de

la Reyne, nul Chevalier, ne autre couchant avec
sa propre femme.

il estoit permis ala Reyne de prendre dans les
marchés les provisions de vivres pour son hotel au
prix taxé pour le Roy; telle est la disposition
d'une Ordonnance de Philippe le bel. du quindz avant
paques flury 1308. Nouveau Recueil des ordonnances -
pag. 459. il faut cependant convenir que le Sénéchal
de France, le Chancelier, le Chambrier, le Connetable,
et le Bottellier, et a Paris l'Evêque et l'hotel Dieu
avoir le meme droit par la meme ordonnance.

Les Reynes sont exemptes des droits de
Chancelleries et de peages cequi selon du Ciller.
Loc. Cit. est sans difficulté pour les Chancelleries, et
a été jugé pour les peages par arret du 22 quinz

1381. Le meme auteur ajoute qu'à l'uo Entrée
dans les villes, elles delivrent les prisonniers.

La Reyne en france ne plaide que par
le ministere de son procureur general, dememe
que le Roy suivant la declaration d'Henry II.
du Dernier 9.^{bre} 1549. parlemens de paris. p.^r volume
des ordon. du d.^t Roy. fol. 344.

Par edict du meme Roy du 18^e Janvier de la
meme année, les deniers de la Reyne sont privilegiés
comme les siens, et les debiteurs doivent estre
contraints par corps au payement. *ibid.* fol. 77.

Dememe que le Roy conserve toujours le droit
de rachat sur ses domaines aliénés, la reine
conserve le meme droit sur les siens et
consequemment a ce principe Henry III. le 24.

fevrier 1582. ordonna que la Reyne sa mere
pourroit a perpetuite' racheter les Terres de son
Comté de Nie en auvergne qu'elle avoit aliénés en
1555. Choppin. du domaine livr. 3. Cite 5 nombre 5.

Quoy que suivant la disposition du droit et des
Coutumes les dons entre mary et femme pendant
le mariage soient nuls et prohibés, il n'en est pas
de meme de ceux que les Roys font aux Reynes.

Le 21. 9^{bre} 1330 Philippe de Valois fit donation
a la Reyne sa femme des ses Bagues, joyaux et
meubles si l mourroit le premier, et prit la precaution
d'inserec dans la donation une derogation aux loix,
us, et coutumes. Tresor. des Chartres reg. 66. lat. 177.
il luy fit encore trois autres donations en 9^{bre} 1331
may. 1332. et 10^{bre} 1347. Ibid Layette. Reginae 260.

Les Reynes demême que les Roys sont
 qualifié de Majesté. Loyseau, Traité des Seigneuries
 Souveraines Chap. 3. Nomb. 62. prétend que ce Titre n'est
 pas communicable aux femmes et cite pour
 garand un auteur qu'il ne nomme pas, et qui,
 dit il, a laissé par écrit qu'aux États d'Orléans
 il ne fut pas permis à la reine mère de le prendre,
 n'en déplaise à Loyseau, il auroit dû s'informer
 plus exactement, et il ne seroit pas tombé dans
 une si grande absurdité. il auroit dû seulement
 que lorsque la mère du Roy n'est pas Reine, elle
 n'est point qualifiée de majesté, et ne marche
 qu'après la Reine regnante. Du Tillier. loc. Cit. p. 256.

Il n'est pas permis de douter que la personne de
 la Reine étant sacrée toutes les insultes qui

luy sont faites ne soyent punies avec la meme
Rigueur que si elles avoient été faites au Roy-
même. Je ne m'arrêteray pas à prouver cette
proposition.

Enfin l'assimilation des droits de la Reine à
ceux du Roy a été reconnue par le S.^t Siège même.
la preuve en résulte du Bref du Pape Clement
VI datte du 12^e des Calendes de may L'an 9.^e de
son pontificat portant que les Terres du douaire des
Reynes de France ne peuvent estre mise en interdit
sans un mandement special du Siège apostolique.

Tresor des Chartres. Coffre cottié en dedans. Bulle papale
quam plurima, privilegia, et facultates Regibus, reginis,
officiariis, et familiaribus regis concessas continentes 310.

Voila ce que j'ay pu rassembler concernant.

les prerogatives de nos Reynes, en voicy presentement
les restrictions.

Dans les villes qui leur avoient été données
pour leurs douaires, elles ne jouissoient pas des
droits purement Royaux, et particulièrement du
droit de procuration ou gistes. la question en a
été jugée contre la Reyne Marguerite veuve
de S^t Louis par arrêt du parlement à Paris en
1275. reg. olim. fol. 29.

Nam cum Regina francie negaret regem filium
suum in villis dotalicis suis jus Gisti habere, pronunciatum
fuit: quod idem rex capere potuit Gistum suum, cum
ipsum in ipsam non possit cadere, sed solum modo in regem,
nec in aliquo propterea hoc jus deperit Regina

Par la meme raison que les droits royaux ne

peuvent estre transmis par le Roy a la Reyne,
 il ne peut y avoir entre eux aucune communauté
 de biens qui suppose un partage deus droits. cette
 communauté non seulement ne scauroit estre
 stipulée dans leurs contrats de mariages lors
 qu'ils sont sur le Trone, mais si elle l'avoit été
 avans qu'ils fussent Roys et Reynes, elle seroit
 dissolue au moment de leur avènement a la
 Couronne. Philippe de Valois se trouva dans ce
 cas, et fit raison a Jeanne de Bourgogne sa
 femme de la moitié des Conquests faits
 anterieurement a sa royauté. Du Tillet. Recueil
 des Roys. pag. 257. et 258. Edit in 4°. Le meme cas
 arriva encore a Henry II. qui ayant épousé
 Catherine de Medicis en 1533 dans le Temps qu'il

etait duc d'Orleans et du vivant de son aine se
trouvoit ^{en biens} commun avec elle. Choppin du Domaine
liv. 3. nombre 6. traite amplement la question.

C'est une erreur populaire d'appeller les veuves
des Roys Reines blanches. Elle n'est fondee que
sur ce qu'il y en a eu deux de ce nom, et sur ce
que l'ancien usage, etoit qu'elles portassent le
Deuil en blanc, mais dans tous les Titres, elles
sont designees par leurs noms propres. Du Tillet
Recueil des Roys pag. 258. Edit in 4^e.

Princes du Sang.

Le nom de Prince, en latin Princeps suivant la véritable Etimologie signifie celui qui est le premier en chef, et dans ce sens il pourroit s'appliquer aux généraux des Armées, comme il se donnoit parmy les Romains à ceux qui dans le Cirque conduisoient et commandoient les quadrilles de la jeunesse pour la célébration de ces jeux militaires qu'ils avoient empruntés des Troyens dont ils se faisoient gloire de descendre. ils appelloient ces Chefs de quadrilles Principes juventutis, et des les premiers

Empereurs sous Auguste, leurs enfans naturels
ou adoptifs briguoient ce commandement, comme
un bonheur. une infinité de médailles en font foy.

C'est dans ce même sens que celui qui a
romme presidoit au senat étoit qualifié Princeps
senatus qualité que les Empereurs réserverent
pour eux seuls par la suite. les autres souverains
l'ont affectée à leur exemple, et n'en ont permis
le partage qu'à leurs fils aînés, leurs héritiers
presumptifs, Nimirum, dit la loy, quia vivo patre
dominus existimabatur. un Titre si auguste ne
ne passoit point à leurs autres fils, ny à leurs
Collatéraux qui n'eurent d'autre rang que par
les dignités personnelles dont ils étoient revêtus
ou par les grands établissemens qu'il est naturel

que les Monarques auordent aux Rejettons de
leur Sang.

Il n'en fut cependant pas de même en France,
des l'Etablissement de la monarchie, quand on
supposeroit que la couronne eut été Elective, ce que
je suis bien éloigné de croire, il faudroit toujours
convenir que le droit d'élection étoit borné, en ce
que le choix de la nation ne pouvoit tomber que
sur les sujets d'une seule famille à laquelle la
Royauté appartenoit, d'où il s'ensuit que tous
ceux qui composoient la maison royale ne
pouvoient être confondus avec le reste des Citoyens.

Il y a plus, il est démontré par l'histoire
qu'immédiatement après que les François se
furent fixés dans les Gaules, tous les Sujets qui

naissoient dans la famille royale, estoient roys ou heritiers presumptifs de roys puisqu'ils partageoient entre eux les etats de leurs peres par le droit de leur naissance, Trop d'exemples sous la premiere et Seconde race de nos Roys etablissent cette ~~verite~~ ^{verite}, pour qu'elle aye besoin de citations qui la garantissent.

Cette Substitution (pour me servir d'un terme qui ne puisse etre conteste) de la couronne dans la meme maison etoit une Substitution masculine, assuree par la loy salique, loy particuliere aux francs, et qui ne permettoit pas que par des alliances, le Sceptre put passer en des mains etrangeres a la royauté. nous ne trouvons pas de semblables loys dans les autres

Etate du monde, et a peine le cas en arrive-t-il en
 France que nous en voyons l'execution. dès le
 regne pour ainsi dire de Clovis qu'on peut regarder
 sinon comme le premier Roy, au moins comme
 le fondateur de la monarchie. Clotilde sa fille ne
 partagea point avec ses freres le royaume de
 son pere et depuis quelques revolutions que la
 France ait éprouvée, cette loy demeure inébranlable,
 et écrite dans le cœur de tous les François jaloux
 de la maintenir.

Quelle soumission, quelle respect la nation
 ne devoit elle point avoir pour un sang qui ne
 luy produisoit que des maîtres et jamais des
 Égaux? aussi les Princes de ce sang étoient ils
 distingués par leurs Cheveux qu'ils laissoient

croître pendant que les autres frans étoient obligés
de les couper en signe de sujétion. ils les portoient
tressés, pignés, oints, et parfumés comme on le
voit encore dans quelques figures du portail de
l'abbaye de S.^t Germain des prs. on les reconnoissoit
à cette marque; ce fut ainsi que Clodomir fils de
Clovis ayant ôté son Casque fut apperçu par les
Bourguignons auxquels il faisoit la guerre.

Agathias. de Bello Goth. lib. I. Clotaire I. fit raser
plusieurs fois Gondebault pour prouver qu'il le
desavouoit pour être de son sang. Greg. Turon. hist.
lib. 6. Cap. 24. Aimoin. lib. 3. Cap. 61. et Frédégonde ayant
jeté dans la merne le corps de Clovis fils de
Chilperic qu'elle avoit fait massacrer, ce cadavre
trouvé par un pêcheur, fut reconnu par sa

par sa Chevelure et le crime fut constaté. Greg. Turc.
 ibid. lib. 8. Cap. 10. il y a apparence parueque dir
 Eginard au commencement de la vie de Charlemagne
 que les Princes Caroliens conserverent cette
 distinction. voila donc sous la premiere, et la
 seconde race de nos Roys les princes du sang
 distingués de ce que nous appellons les ordres
 communs de la Société, en possession de la veneration
 due aux Têtes couronnées, et Roys eux memes.

Les Choses changerent bien de face sur la
 fin de la seconde race. les Ducs, les Comtes, et tous
 les grands de l'état s'étant rendus souverains, et
 l'hommage pris, dans les gouvernemens qui leur
 avoient été confiés, la Royauté depouillée tomba
 dans le mépris, et ce mépris rejoillit sur toute

la famille royale. Charles puisné de Louis d'outre-
 mer en fut la première victime. il auroit dû
 partager avec Lothaire son frère le debris du
 Royaume de Louis Pere, mais ces debris ne suffisant
 pas a la majesté d'un seul roy, il en fut exclus, tel
 fut au moins le pretexte de son exclusion. elle fut
 appuyée de l'autorité des usurpateurs qui croyoient
 bien avoir assez d'un maître, et sur tout par Hugues
 Capet le plus puissant de tous, et que la Reyne
 Emma femme de Lothaire avoit attiré dans les
 interets de son mary. Charles outre de cepeir se
 retira en Allemagne aupres de l'Empereur Othon,
 il recut de cet Empereur le Duché de Lorraine, et
 fut déclaré en France indigne de succéder a la
 Couronne, pour avoir prêté hommage, et s'être

rendu vassal d'un Prince Etranger.

Ce changement dans l'ordre de la Succession
à la Couronne de la famille royale fut cause de
la perte de la race de Charlemagne. Louis V. fils
unique de Lothaire étant mort sans laisser de
postérité, Hugues Capet s'empara du trône.

Charles voulut en vain faire valoir ses droits.
Hugues plus heureux en politique qu'à la guerre
eut le secret de se rendre maître de la personne
de son Ennemy, et le Sceptre qu'il prit en 987. a
passé pour notre bonheur à sa postérité.

Hugues Capet n'étant pour ainsi dire devenu
Roi, que parce qu'il avoit été dévoté que les cadets
des Rois n'avoient plus de droit au partage de la
Couronne, il n'étoit pas vraisemblable qu'il

retabli dans sa maison un ordre de succession dont
 l'interruption luy avoit été si favorable. les
 grands qu'il avoit amenagez ne l'auroient pas
 souffert, comme j'elay dir, et d'ailleurs il n'eut pas
 été de la politique de partager les forces d'une
 royauté naissante qui avoit besoin de les réunir
 toutes pour se soutenir. ce fut par cette raison
 qu'à peine six mois s'étoient ils écoulés depuis
 son installation qu'il fut couronné en sa
 présence Robert son fils aîné, et ses successeurs
 en usèrent de même jusqu'à Philippe auguste.

Il est aisé de concevoir dans quel état de
 dégradation tomberent les autres enfans de nos
 Roys par la privation de leur portion de la
 Couronne. ces Cadets se trouverent réduits à leur

Simple appanage pour leur entretien, ce fut à ce titre que Henry I donna à Robert son frère le duché de Bourgogne qui étoit rentré dans son domaine à titre de succession, et dont Hugues son aîné mort avant Robert leur père commun avoit joui de son vivant. Du Tillet. des Roys de France &c. pag. 63. et 64. Edit. in 4°.

Mais il falloit que le domaine augmentât par des événements pour que nos Roys fussent en état de pourvoir à leurs frères d'aussi grands établissemens, à peine étoient ils assez riches pour leur donner des pensions qui les missent en état de soutenir l'éclat de leur naissance.

En même tems que le sang royal perdoit sa puissance, et la vénération des peuples qui

y avoir été attachée. les usurpateurs du domaine
 de la couronne portoient l'orgueil et l'insolence aux
 plus grands excès, devenus souverains ils se regardoient
 comme les égaux de leur maître ou s'ils le re-
 spectroient encore par l'hommage, ce respect ne
 n'etendoit qu'à son fils héritier du Sceptre, il s'en
 falloit bien qu'ils se crussent inférieurs à des cadets
 qui ne voyoient la Couronne que d'un degré moins
 prochain, encore moins aux branches collatérales
 de la maison de France issues de ces cadets dont les
 forces et la protection diminuoient à mesure
 qu'elles s'éloignoient du Trône.

Ils firent plus, ils n'hésitèrent pas à leur-
 disputer la qualité de Princes, ils se l'arrogerent
 à eux mêmes, et prirent hautement le rang

au dessus d'eux

Les Seigneurs du Sang, car pendant un long intervalle nous sommes obligés de les qualifier ainsi, puisqu'ils ne prenoient pas eux memes d'autre Titre, ni eurent d'autre ressource pour se maintenir en quelque consideration que d'embrasser l'état ecclésiastique ou de s'allier avec les usurpateurs en épousant leurs heritières, ces mariages étoient appuyés de la faveur de nos Roys, et meme par leur politique, puisqu'au moins par ce moyen ils faisoient rentrer dans leur maison des portions de la souveraineté échappées à leur couronne.

Henry I en donna le premier exemple en faisant épouser Adelle, ou Alix fille du dernier

Comte Herbert de vermandois a bague son
 cadet. Robert et Pierre fils de Louis le gros
 epouserent l'un l'heritiere de Draux, ou de Bresme,
 l'autre l'heritiere de Courtenay, et pour parvenir
 a ces alliances il fallut que les seigneurs du sang
 renoncassent au nom et aux armes de leur
 maison, pour prendre le nom et les armes de
 leurs femmes auxquels plus de puissance etoit
 attachée. quel avilissement! tous les faits que
 j'ay avancé jusques a present sont si constants
 dans notre histoire qu'ils n'ont pas besoin d'être
 prouvés par des citations.

Le retablisement des honneurs si
 legitimement dus aux seigneurs du sang
 dependoit du retablisement de l'autorité royale

Philippe auguste fut le premier de nos Roys depuis
 Hugues Capet qui commença à se faire respecter
 par les acquisitions et les reunions immenses
 qu'il avoit faites à sa couronne, ausy voyons
 nous que Philippe son fils comte de Boulogne
 par son mariage en 1201 avec l'héritière de ce
 Comté & Tresor des Chartes. Layette Dolonia Comitum
 79. reg. 3. fol 100 et 108 } se contenta de prendre le
 nom de Boulogne, parceque c'étoit celui de la
 dignité qu'il venoit d'acquiescer, et qu'il conserva
 les armes de France chargées seulement d'un
 lambel. Mais il s'en falloit bien encore que
 de son Temps les seigneurs du sang fussent
 rentrés en possession du rang et de la prestance
 sur les hauts seigneurs, puisque sous le même

regne, lors du premier jugement, ou il soit fait mention de l'assistance des pairs, c'est à dire celui qui fut rendu en 1218 au sujet de l'hommage du Comte de champagne, Robert Comte de Dreux et Pierre Comte de Bretagne qui constamment estoient du sang royal, furent précédés non seulement par les pairs, mais encore par Guillaume Comte de Ponthieu.

Judicatum est ibid. a Paribus regni nostri
videlicet a remensi archiepiscopo, W. Lingonensi,
W. Catalanensi, Philipo belvacensi, Stephano
Noviomensi Episcopis, Odone Duce Burgundie
et a multis aliis Episcopis, et Baronibus nostris
videlicet R. Carnoti, G. Silvanentensi, et J.
Lexoviensi Episcopis, et Guillelmo Comite Pontivi

R. Comite Drocarum, P. Comite Britannia &c.

Cartul. de Champagne de la Ch. des Comptes
de Paris fol. 12.

La raison de cette préseance étoit que depuis
la révolution arrivée dans la monarchie, on ne
connoissoit plus d'érangs qu'en égard à la dignité
et à l'ancienneté des fiefs, et que les usurpateurs
avoient assujettis les seigneurs même du Sang à
cette Loy commune. elle subsista encore près
de 4 siècles dans la monarchie, et dans cet
intervalle nos roys ne trouverent point d'autre
moyen pour faire rendre à leurs parens le
Respect qui leur étoit dû que de leur prouver
comme j'elay dit, les plus grands fiefs, soit par
des mariages avec les héritiers de ces fiefs, soit

en les leur donnant en appanage a mesure
 que ces fiefs se reunissoient a la couronne, de
 laquelle ils avoient été demembra. ce fut ainsy
 que des freres de S.^t Louis, Robert fut Comte
 d'Artois, alphonse Comte de Poitiers, et de Toulouse,
 et Charles Comte d'Anjou, du maine, et de
 Provence, et enfin Roy de Sicile. Du Cille

Invent. des maisons d'Artois, de Toulouse, et d'Anjou,

Recueil des Roys de France. pag. 109. 113. et 114. Edit. in 4^o.

Desi grands Etablissements ne pouvoient
 manquer de rendre a la maison royale une partie
 de son elat. nos Roys pretendroient par ce
 moyen y faire tomber successivement toutes
 les grandes Seigneuries, mais l'expedient estoit
 trop long pour leur impatience, et ils eurent

Retour à un autre pour suppléer à sa lenteur.
 ce fut celui d'augmenter le nombre des Pairs
 qui avoient été réduits à douze, six ecclésiastiques
 et six laïques par philipe auguste, et de leur
 creu de nouvelles qu'en faveur des Seigneurs de
 leur sang, qu'ils donnerent pour rivaux aux
 Ennemis les plus redoutables de la royauté, je
 veux dire aux grands de l'état. Philippe le Bel
 fut le premier qui fit usage de cette politique
 dans laquelle ses successeurs suivirent ses
 maximes jusques à françois I. qui rouvrit l'entrée
 de la Pairie à la noblesse. mais cette matière
 appartient au chapitre des Pairs auquel pour
 ne rien répéter je renvoie le lecteur.

Par tout ce qui a précédé nous ne voyons

encore dans les seigneurs du sang que les égaux
 des grands de l'État. Je ne puis cependant
 m'empêcher de croire qu'il n'y ait toujours eu dans
 le cœur des François un grand fond de respect et
 de vénération pour les rejettons d'un sang royal,
 et ce sentiment, s'il avoit été dissimulé par les
 grands, se développa d'une manière bien
 authentique, lorsqu'après la mort des trois frères
 les cousins germains, Philippe de Valois parvint
 à la Couronne. L'ardeur de toute l'nation pour
 le maintien de la loi salique dans toute son
 exécution contre les prétentions d'Edouard roy
 d'Angleterre fut une grande preuve à tout l'univers
 de la soumission que la France conservoit pour
 le sang de ses Monarques.

Si nous remontons même jusques à Philippe Auguste nous verrons combien de son Temps ce Sang étoit précieux, puisque ce monarque tout vaillant qu'il étoit luy même, prit la précaution d'exiger en 1209 le serment de ses deux fils, Louis son successeur, et Philippe Comte de Boulogne qu'ils n'iroient à aucuns Tournois suivans l'usage du Temps pour en disputer le prix, et que s'il s'en faisoit quelques uns près des lieux de leur résidence, ils ne pourroient y assister armés comme Chevaliers, mais seulement d'un hauberc et armet. *Tresor des Chartes. Reg. 26. fol. 124. et 181.*

On pourroit imputer cette précaution à la seule Tendresse de Philippe Auguste pour ses enfans, si nous ne la trouvions dégenerée en 1359 en loy

delictar ou du moins en usage etably dans le royaume et cest ce qui est prouvé dans le jugement rendu a Vincennes par le Roy Philippe le long, entre le S.^r de Sully Bontilleu de France et le Sire de Merqueil. il est dit dans ce jugement que le S.^r de Sully porta parole que si le Sire de Merqueil ou autre disoit quil ne fut pruhomme et loyal, il sen deffendrois comme il appartendroit contre tous, fors contre led. Roy, et messeigneurs de son Signage. Tresor des Chartes reg. 55.

Une pareille declaration prouve bien que des lors le sang royal etoit respecté comme sacré, et dela est venu, sans doute, le privilege reconnu dans nos Princes du sang, par nos auteurs d'en pouvoir estre appelés en duel ou combas singulier.

Le grand Condé ne reconnoissoit pas ce
 privilege, ou du moins le tenoit au dessous de la
 generosite de son vœu, lorsqu'il offrit satisfaction
 à un gentilhomme qu'il avoit insulté par trop
 de vivacité à la guerre, et le gentilhomme de sa
 part se tint lavé de tout affront d'avoir vu un si
 grand Prince le prier à la main, et pres à se
 mesurer contre luy.

Cependant quelque fois dans les tems dont
 je viens de parler, le respect de la nation pour le
 sang de ses maîtres, il n'estoit pas encore assés
 retabli pour que les hauts seigneurs ne leussent
 disputassent pas ^{la} preéance pour raison des
 dignités dont ils estoient revêtus au Banquet
 Royal de Charles VI. Philippe ^{Duc} de Bourgogne

pris de haut en la place supérieure sur le duc
 d'Anjou frère du roy, et fonda cette démarche
 sur sa qualité de premier Pair de France, qualité
 qui ne luy permettoit de souffrir personne avant
 luy. Guvenal des Ursins. mais ce qui surprend le
 plus est de voir que presque immédiatement après
 que François I eut érigé de nouvelles Pairies en
 faveur de la noblesse, ces nouveaux Pairs d'une
 espèce bien différente des anciens puisqu'ils étoient
 Sujets en toutes manières en prirent tout l'orgueil
 et osèrent disputer le pas à des princes nés pour
 leur commander.

La question ne pouvoit être douteuse que
 dans des Temps de Trouble, et il falloit des Sujets
 aussi redoutables à leurs maîtres que les Guises

pour la soutenir, leur Credit ou plutôt leur insolence
 estoit montée à un tel excès qu'Henry II par une
 déclaration de 1545 rendue pour la cérémonie de
 son Sacre se voit vu forcé à autoriser leur prétention.

¶ J'ay traité cette question dans toute son étendue
 au chapitre des Pairies auquel j'envoie encore
 le Lecteur. elle estoit décidée dans le vœu de tous
 les François, mais elle le fut d'une manière
 authentique par Henry III dans une ordonnance
 de l'année 1576. dont voici les Termes.

Ordonnons que les Princes de notre sang,
 Pairs de France, précéderont, et tiendront
 rang selon leur degré de consanguinité,
 devant les autres Princes et seigneurs.
 Pairs de France, de quelque qualité qu'ils

1 puissent estre, tant es Sacres et couronnem^{ts}.
 des Roys, qu'es seances des cours de
 Parlemens, et autres quelconques
 Solemnités, assemblées et ceremonies
 publiques, sans que cela leur puisse estre
 mis en dispute ny controverse, sous
 couleurs de Titres et priorité d'erection
 de pairies des autres Princes et seigneurs,
 ou autrement pour quelque cause
 et occasion que ce soit.

Depuis cette ordonnance les seigneurs du
 sang ont repris la qualité de Princes qui leur
 appartient a si juste Titre, et leur rang
 supérieur a tous les grands de l'Etat partout ou
 ils se presentent na plus souffrir aucune

difficulté. Les autres seigneuries même n'étaient
plus en comparaison avec eux, et l'on peut dire
que cette Loi a remis les Choses sur le pied qu'elles
étaient à leur égard des les premiers Temps de la
monarchie avec cette différence essentielle —
cependant qu'au commencement de la monarchie
tous étaient fils de Rois, parceque tous les fils
de Rois partageaient entre eux les États de
leur Père, ce qui rendoit la couronne divisible
à l'infini, au lieu que cet abus a été supprimé
par la troisième race, qui la maintient en
son entier sur la Tête de l'aîné, sage précaution
qui a préservé la France de sa ruine par un
démembrement plus dangereux, peut être, pour
elle, que n'aurait été l'usurpation des Ducs et des

Comtes, et qui n'a conservé aux Princes du sang
que l'ordre naturel des successions entre les maistres
pouv parvenir au Trone, ordre qui les y appelle
du degré le plus éloigné, comme il fit à Henry
IV qui tiroit son droit en ligne directe de Robert
Comte de Clermont quatrième fils de S.^t Louis.

Il étoit naturel que cet ordre de succession
duquel derivent toutes les prerogatives qui
distinguent les Princes du sang des autres sujets,
reglar entre eux la prescience aussy voyons
nous que telle est la disposition de l'ordonnance
d'Henry III qui veut qu'ils tiennent entre eux
le rang de la Consanguinité. il semble cependant
que cette ordonnance avoit laissé quelque chose
de douteux à ce sujet en ce qu'elle ne parle que -

des Princes du sang qui sont pairs, d'où l'on pourroit
conclure qu'il n'en devoit pas être de même à l'égard
de ceux qui ne le sont pas, mais indépendamment
que cela n'a jamais fait de difficulté en leur
faveur, la question s'il y en pouvoit avoir
été décidée par l'article I de l'Édit rendu par le
feu Roy Louis XIV en 1711 par lequel tous les
Princes du sang sont installés au Parlement à
15 ans sans formalité.

Ainsi tous les Princes du sang sont pairs
nés du Royaume quoique sans pairie, et cela
par la raison qu'ils sont infiniment au dessus
des Pairs, et aujourd'hui que cette supériorité est
établie par les loix de l'État, il n'est plus
nécessaires d'ériger leurs appanages en Pairie.

ny en Titres de dignité, comme il fut pratiqué
 sous le regne de Charles VI pour le Duc d'alençon
 qui obtint le Titre de duc de Pairie pour le
 Comté dont il portoit le nom, et cela pour faire
 cesser la contestation qui luy estoit formée par
 le Duc de Bourbon, lequel, quoy que plus éloigné
 de la Couronne pretendoit le preceder parcequ'il
 n'estoit que Comte. Parl. de Paris. reg. des anciennes
 ordonnances fol. 301.

Le premier d'entre les princes du Sang est
 sans contredit Monsieur le Dauphin fils aîné
 du Roy, et heritier presomptif de la couronne,
 personne n'ignore que la qualité de Dauphin luy
 est attribuée parceque le dauphiné depuis son
 retour a la Couronne a toujours été l'appanage

de l'aine' de nos Roys, mais c'est une erreur
 populaire et dans laquelle presque tous nos
 auteurs se sont laissés entraîner de croire que
 ce usage soit une loy imposée à la France
 par Humbert II dernier Dauphin lors de la
 cession, ou pour mieux dire de la restitution
 qu'il fit de ses Etats à Philippe de Valois en 1343
 et 1349. il ne faut que lire ces actes pour se
 convaincre du contraire. Ch. des Comptes de
 Dauphiné. reg. Pilate 1343. Cayer 2. fol 24. et ibidem
 Carte generales ad an. 1349. on y voit seulement
 qu'en 1343. Cette cession avoit été faite au duc
 d'Orleans second fils de Philippe à la charge de
 prendre le nom et les armes de Dauphin, ce qui
 étoit bien éloigné d'affecter la primogeniture

et qu'en 1349 elle fut renouvelée en faveur
de Charles fils aîné de Jean Duc de Normandie
et par conséquent fils de l'héritier présomptif de
la couronne, et non encore héritier lui-même
pour lui, ses heirs et successeurs seulement
sans en désigner aucun.

La vraie raison qui a déterminé nos Rois
à faire du Dauphiné l'appanage de leur fils aîné
est la Clause portée par les actes que je viens de
citer que le Dauphiné ne seroit uni à la France
qu'autant que la France seroit elle-même unie
à l'Empire. ils ont senti le danger du Titre
de Dauphin dans des mains qui sous prétexte
de la disunion du Dauphiné du reste de la
monarchie, quelque abusive qu'en soit la

Stipulation prétendoient faire de cette province une souveraineté séparée et indépendante. les esperances de leur Successeur^{leur} sont des garands de sa fidélité, et ils portentent même la confiance dans les premiers Temps jusqu'à luy en abandonner l'administration. mais l'exemple de Louis XI qui en abusa tout heretico presomptif qu'il estoit les a en quelque sorte forcés à n'en donner à leur fils aîné que le simple Titre.

C'est par la raison que le Dauphiné est une souveraineté, que le Dauphin dans les lettres qu'il expedie est qualifié Par la grace de Dieu fils aîné de France, Dauphin de Viennois. et la qualité de fils aîné de France est toujours proposée à

celle de Dauphin, mais à celle de Roy comme
la plus éminente, suivant Du Tillet, recueil des
Rois de France pag. 291. Éd. in 4°. le même auteur
pretend que lorsque le Dauphin est Duc, le Titre
de duc, comme Supérieur, devoit précéder celui
de Dauphin, mais il convient que l'usage est
contraire, et il cite luy même l'exemple de
Henry II qui avant d'être Roy ne s'intituloit
pas autrement que Dauphin de Viennois, Duc de
Bretagne. *ibid.* il est étonnant qu'un homme aussi
instruit que du Tillet n'ait pas senti que le
Titre de Dauphin est un titre de souveraineté
qui par conséquent doit marcher avant ~~tous~~
les autres, de même que celui de Roy n'en admet
aucun qui le précède, si ce n'est en France celui

de fils de Roys, c'est par cette raison que Philippe le bel, et Louia Hutin qui avoient été Roys de navarre du chef de leur femme, ou de leur mere avant demontee sur le Trone, s'intitulerent fils aîné du Roy de france par la grace de Dieu Roy de navarre. Du Tillet ibid pag. 253. Belleforest, et par la meme raison, lorsque françois II. eut epousé la Reine d'Ecosse, il prit toujours du vivant de son Pere la qualite de Roy Dauphin.

Quand je dis qu'en france le Titre de fils aîné est superieur a tout autre, ce n'est pas que j'ignore qu'il y a des exemples par lesquels il est prouvé que les Roys étrangers ont précédé les fils aînés de nos Roys dans les Ceremonies et surtout au parlement du Tillet.

^{Des rangs}
 recueil des grands de France. pag. 12. Edit. in 4°. en cite
 plusieurs exemples en faveur des Roys de boheme,
 de Siile, d'Ecosse, et d'armenie, mais cette presence
 accordée a des Roys étrangers est moins un droit
 établi pour eux, qu'une defference qu'on leur
 marque dans le pays le plus poly del'univers, et
 même lorsque le Dauphin est regent du royaume
 la Majesté dont il ^{est} revetu ne luy permet pas de
 ceder ces honneurs aux têtes couronnées. Ibid.

Les Dauphins de France avoient anciennement
 une maison et des grands officiers. en 1446. Pierre
 de Brézé Senechal de Poitou estoit grand maître
 d'hôtel du Dauphin qui fut depuis Roy sous le
 nom de Louis XI. et Du Tillet ibid. pag. 292. prouve
 qu'ils avoient aussi des Chanceliers particuliers;

mais ils ont cessé d'en avoir depuis que l'administra^{on}
 du Dauphiné leur a été ôtée par les raisons de
 politique que j'ay expliquée cy dessus, et
 presentement ils sont servis par les officiers du
 Roy même.

Lorsque le Dauphin de France va au
 parlement, on luy rend les mêmes honneurs
 qu'au Roy même, avec cette différence cependant,
 que le Tronc ou Lit de justice demeure vaquant
 et qu'il ne prend que la Seconde place, que les
 arrêts qui se donnent en sa présence sont intitulés
 au nom de la Cour en la forme ordinaire, et
 que les avocats adressent la parole à la compagnie
 Du Tillet Ibidem pag. 291. cite l'exemple du Lit de
 justice tenu en 1411. par le Dauphin Louis

filz de Charles VI Le Chancelier du Dauphin y
assista avec celui de France.

Après le Dauphin suivent immédiatement
les filz de France, c'est à dire les Enfans du Roy
regnant, en ligne directe descendante, et en
collaterale, ses freres, ses Soeurs, et ses oncles ou
Tantes du côté paternel Enfans de Roys comme
luy. ils composent la famille royale. ceux cy
n'ont d'autre nom que celui qu'ils reçoivent au
Baptême, et anciennement on joignoit à ce
nom celui de Monsieur, François Monsieur,
Henry Monsieur, jusqu'à ce qu'ils eussent un
appanage par lequel ils pussent se faire distinguer,
mais cet usage est presentement cessé depuis que
la Coutume s'est introduite de les nommer sur les

+ de différencier

fonde baptismaux, et on luy donne le nom
 fictif d'un appanage, comme d'Orleans, d'Anjou,
 de Bretagne. &c. en attendant qu'on luy en ait
 formé un reel. Depuis le meme tems le Titre
 de Monsieur sans aucune suite a été réservé
 pour distinguer le frere aîné du Roy entre les
 autres, sa proximité de la couronne merite bien
 cette distinction parmi nous, puisque les
 Empereurs et les Roys de l'Europe l'appellent mon
 Frere. en luy écrivant, honneur qu'ils ne rendent
 qu'à la seule maison de France en sa personne,
 et qui prouve d'une manière bien éclatante à
 l'univers qu'il n'y a point de sang plus auguste
 et plus respectable

Un des privileges qui caracterise les enfans

de France tant masculine que féminine est d'avoir
 une maison composée d'officiers créés, et privilégiés
 eux mêmes en titre d'officiers. Je ne sçais où
 Loiseau Traité des ordres Chap. 7. nom. b. 53. a pu
 que le Dauphin seul pouvoit avoir un Chancelier.
 nous avons vu de nos jours l'exemple du contraire,
 puisque Monsieur frère de Louis XIV en avoit
 un, qui en fut parullement créé un pour M.
 le Duc de Berry petit fils de France lorsqu'on
 forma sa maison, et qu'enfin le Duc de Chartres
 fils de Monsieur ayant par une grace
 particulière dont j'avois parlé incessamment
 obtenu en faveur de son mariage de jouir des
 droits et des honneurs de la famille royale,
 conserva après la mort de son père le même

État de maison, c'est à dire un Chancelier. voilà
 la fausseté de ce qu'avance Loiseau, prouvée par
 trois faits bien recens, on peut en ajouter un
 quatrième qui n'est pas moins certain, c'est que
 feu Monsieur Gaston frère de Louis XIII avoit
 aussi pour Chancelier le fameux abbé de la
 Rivière si connu par son ambition pour le
 Cardinalat dans les memoires du Cardinal de
 Retz, les trois premiers exemples ne pouvoient
 estre de la connoissance de Loiseau mort en 1627.
 et j'avoue que j'ignore s'il a pu voir le quatrième,
 s'il ne l'a pas vu, ce seroit son excuse, et on en
 pourroit conclure que l'usage a changé depuis,
 au moins pour le fils de France. à l'égard des
 filles le cas n'en est pas arrivé, mais en matière

d'honneurs il ny a rien de certain, et la suite de
ce Chapitre en sera la preuve.

Quand ^{je dis} que les seuls enfans de France ont le
privilege d'avoir des officiers en charge, ce n'est
pas que j'ignore qu'en 1539. Francois I auorda
le meme privilege a la reyne de Navarre sa
sœur, et qu'Henry IV en fit la meme grace a la
Duchesse de Bau, quoy que ny l'une ny l'autre
ne fussent filles de Roys. Loiseau Traitté de
ordres. Chap. 7. mais ce sont des cas particuliers
qui ne peuvent arriver que lorsque la couronne
par l'extinction de la Branche regnante passe
dans une autre, il est naturel que les freres ~~et~~
et sœurs du nouveau Roy jouissent des honneurs
de la famille royale.

Je n'ignore pas encore que de nos jours les
 Princes du sang qui ne sont pas ~~de la~~ famille
 royale se sont arrogé le droit de se donner à eux
 memes des especes d'officiers, et qu'en dernier lieu
 des gens de la grande noblesse n'ont pas dédaignés
 ces sortes d'employs. Tels que de Premier gentil-
 homme de la Chambre, de Premier Ecuyer, et de Capitaine
 des Gardes. mais ces Emplois ne sont point des
 charges, et ceux qui les possèdent quelque nom
 qu'ils portent ne sont que de simples domestiques
 auxquels par consideration on veut bien
 donner un Titre qui ne leur appartient pas.
 et l'égard de l'Employ de Capitaine des gardes
 qui est celui qui tire le plus à consequence,
 car de tous Temps les simples Seigneurs ont

été en possession d'avoir des gentilshommes et
 des Seuyers, il faut observer qu'ils ne sont pas
 Capitaines des gardes de la personne du Prince qui
 ne point de garder comme Prince, mais capitaines
 des gardes que le Roy entretient dans chaque
 province pour la Sûreté, la décoration, et
 l'exécution des ordres du Prince comme gouverneur,
 en ce sens l'honneur d'avoir un Capitaine des
 gardes appartient à tous ceux qui ont de grands
 gouvernements de même qu'aux Princes, et les
 Princes eux mêmes n'en pourroient avoir, s'ils
 n'y étoient autorisés par un gouvernement
 auquel ce droit est attaché. ainsi ces Capitaines
 n'ont de fonction que dans le gouvernement du
 Prince, ailleurs et surtout à la Cour, j'en ont

que le nom qu'on luy souffre par respect pour le Prince et qui seroit un ridicule aupres d'un grand seigneur quoyque le seigneur ait un droit egal.

Jene dois pas omettre un exemple unique du regne de Louis XIV qui tireroit a de trop grandes consequences s'il estoit suivi. Ce prince trop prevenu, s'il est permis de le dire, en faveur de ses enfans naturels, et voulans faire epouser a son neveu alors Duc de Chartres, et depuis Duc d'Orleans et Regent du Royaume une de ses Bastards, pour obliger son frere a consentir a un mariage qui luy repugnoit avec tant de raison, auorda a son fils des lettres patentes par lesquelles, quoyqu'il ne fut pas fils de Roy, il fut dit qu'il jouiroit de tous les droits et honneurs

attribués à la famille royale. on voudroit, comme
 bon françois, pouvoit retrancher de la vie d'un
 aussi grand monarque que Louis **XIV** tous les
 excès ou l'on portoit son goût pour ses maîtresses,
 et sa tendresse pour les fruits illégitimes que
 ce goût a produit. heureux si ces excès ne
 servent pas d'exemple à la postérité. les Princes
 au moins n'ont jamais voulu reconnoître celui
 que j'écris de citer quoy enregistré au parlem^t,
 et le chef de la Branche de Condé refusa
 constamment au Roy même de souffrir la
 visite du Duc de Chartres en cérémonie pendant
 laquelle en règle les gardes de la dernière se
 seroient emparés des portes de l'Hotel de Condé.
 Une autre distinction de la famille royale

et que je presume nouvelle, parueque j'en la
trouve ecrite ny dans du Tillet, ny dans Loiseau
consiste en ce que tous les Princes ou Princesses de
cette famille sont traittez d'Altesse Royale, soit
par escrit, soit verbalement dans le discours par
les sujets du Roys, au lieu que les autres Princes
ou Princesses ne sont traittez que d'Altesse Serenissime,
qualité qui leur deplait par la seule raison qu'elle
est différente, de maniere que ce n'est pas leur faire
sachant que de la leur donner en leur parlant.
ils preferent le simple Monseigneur, ou Madame,
par escrit il n'y a pas de moyen de leur epargner
L'Altesse Serenissime.

Les enfans de France jouissent encore du
droit d'aubain dans toutes les villes de France

une deux ou trois lettres de maîtrise de chaque
art ou metier, mais la reine exerçoit ordinairement
pour eux ce droit pendant leur enfance. ce droit
qui n'appartient qu'à la maison royale, ou
comme on le va voir incessamment au premier
prince du sang héritier présomptif, lorsque le
Roy n'a point de fils, fut néanmoins étendu par
françois I en 1515 jusqu'au Comte de
Bourbon; Il ne fut enregistré au Parlement,
dit du Tiller, qu'en considération de ses mérites et
du lignage du Roy, non de l'office de Comte de
France. Recueil des Rois pag. 314, et 315. Edit in 4^e

Les filles de France étoient anciennement
appelées Reynes en y ajoutant leur nom propre,
lorsqu'elles n'avoient pas épousé des Rois.

Constance fille de Louis le gros mariée a Raymond
 comte de Toulouse fut toujours appelée la Reine
 Constance, ^{cette} et coutume est prouvée par une
 Enquete faite en 1245 sur la parenté et
 empêchement de mariage entre un autre Raymond
 Comte de Toulouse, et marguerite fille du Comte
 de la Marche. Tresor des Chartes. Sac 4. des Comtes
 de Toulouse. Du Tillet Recueil des roys de France pag. 309.
 prétend qu'on leur conservoit ce Titre pour ne
 leur pas causer la douleur de perdre leur rang, mais
 que l'usage en fut supprimé par suite le Temps le
 trouvoit en moquerie. J'avoue que je ne vois pas à
 quelle plaisanterie un Titre si respectable pouvoit
 donner lieu, Du Tillet auroit pu dire avec plus de
 raison que Bartole. Leg. 1 Cod. de dignitatibus

Soutiens que ce Titre estoit fondé en droit. qu'en
 France Tous les princes du sang estoient Roys
 lors de l'Etablissement de la monarchie, puisqu'ils
 partageoient les Etats de leur Pere, et que quoique
 les filles fussent exclues de ce partage, Cependant
 il estoit naturel qu'on leur eut conservé la même
 qualité qu'à leurs frères. Je pourrois encore ajouter
 que Tiragueau Traité de la noblesse Ch. 33. et en sa
 préface sur la loy Si unquam prétend prouver que
 les enfans des Roys doivent être appellés Roys —
 conformément au Canon dernier 24. question 1 ou
 ce Titre est donné par honneur au fils d'un
 Roy du vivant même de son Pere, mais la discussion
 de cette question passeroit le but que je me suis
 proposé. Je me contente du fait certain qu'en France

les filles de nos monarques estoient qualifiées
 Reynes independamment de l'exemple de la
 fille de Louia le Gros, j'en pourrois rapporter
 plusieurs autres, et cet usage avec quelques
 interruptions a subsisté jusqu'aux regnes de
 Henry II et de ses trois fils, puisque Madame
 Marguerite sa fille si celebre par ses memoires
 ne fut qualifiée Reyne que par cette raison.

Quoy qu'il en soit, il est vray que les filles
 de France ne prennent plus que le simple Titre de
 Madame en y ajoutant le surnom de France,
 a la difference des autres princesses non mariées
 qui ne sont appellées soit verbalement soit par
 écrit que Mademoiselle en y ajoutant le nom
 de quelque Terre pour les distinguer, de la premiere

d'entre elles qui prend le Titre de Mademoiselle
 sans aucune addition, celle est aujourd'hui
 Mademoiselle que précédemment avant la
 mort ou le mariage des sœurs de M. le Duc
 d'Orléans on nommoit Mademoiselle de
 Charollois.

Il reste cependant encore de l'usage que je
 viens d'expliquer que les Princesses du sang en
 general ne perdent jamais leur rang en se
 mariant, et que si celui de leurs maris ne les
 fait pas asseoir dans une place supérieure à
 celle qu'elles avoient auparavant, elles conservent
 leur rang de fille. C'est ainsi que Madame la
 Duchesse du Maine marche aujourd'hui au
 nombre des Princesses de la maison de Condé,

donc elle est sortie, parceque du chef de son mary
 elle ne pourroit marcher qu'avec les Princesses
 legitimes, il en est de meme des Princes qui ont
 embrassé l'etat ecclesiastique. Du Tillet Recueil
 des Roys de France pag. 317. Ed. in 4^e

Jepasse aux princes qui par la suite de
 generations sont sortis du rang de la famille
 Royale, et qui en se voyant de la Branche
 regnante ont perdu une partie des honneurs
 que j'ay detaille, et qui distinguent les enfans
 de nos Roys en expliquant les prerogatives
 dont les uns jouissent, j'ay fait voir ce qui
 reste aux autres. mais il en est un parmi
 eux qui joue un grand personnage lorsque
 le Roy n'a point d'heritiers dans sa famille

c'est adme lorsqu'il na point de fils, de freres ou
 d'oncles paternels, en ccas le plus proche de ses
 parens a un droit acquis au Trone, et deviens
 par consequent la seconde personne de l'Etat.
 il y a des privileges attachez a cette situation
 Brillante. Si l'heritier de la Couronne se trouvoit
 dans la famille royalle, il ne luy faudroit
 pas de Titre pour en jouir, mais lorsqu'il
 n'en est pas il est neccessaire que le roy le
 declare tel par ses lettres, et des ce moment il
 prend la qualite de premier Prince du sang
 ou comme dir du Titre de seconde personne
 de l'Etat. L'effet de ces lettres est de luy attribuer
 une maison sans neanmoins qu'il ait de gardes
 pour sa personne, ny de Chanceliers a moins

quil n'ait un appanage, auquel cas le
 Chancelier est le Chancelier de l'appanage et
 non celui du Prince à l'égard duquel il n'est que
 chef du Conseil. Tel est aujourd'hui M. le
 Duc d'Orléans fils du Regent du Royaume
 pendant la minorité du Roy regnant, parceque
 depuis la majorité du Roy jusques à la naissance
 de Monsieur le Dauphin, il s'est trouvé pendant
 un Intervalle la seconde personne de l'état.
 on a profité de ces intervalles pour récompenser
 en luy les services de son Père. la naissance
 de Monsieur le Dauphin ne la point privé
 de ces honneurs parcequ'ils sont indélébiles, mais
 son fils le Duc de Chartres d'aujourd'hui n'en
 jouira point après luy, à moins que par un

malheur qu'on abhorre de prévoir, il ne trouva
 quelque jour l'héritier naturel de la Couronne.
 Les lettres qui ont été auord'hui à M. le Duc
 d'Orléans ont été dressées sur le modèle de celles
 que Louis XII fit expédier le 18^e Septembre 1514
 en faveur de François Duc de Valois et de Bretagne
 depuis Roy premier de son nom, et celles de
 François I avoient été formées sur celles que
 Louis XII luy même lorsqu'il étoit que Duc
 d'Orléans avoit obtenues de Charles VIII. du
 Celles Recueil des Roys de France pag. 314. et 315. l^o. in
 4^o. En Consequence de ces lettres le premier
 Prince du Sang désigné successeur de la
 Couronne a le droit de donner une, deux, ou
 trois Lettres de maîtrise dans toutes les villes

du Royaume, même dans celles qui appartiennent^{nt} aux Seigneurs.

Lorsque le premier Prince du sang n'est pas héritier de la couronne, il ne laisse pas de prendre la qualité de Monsieur le Prince, de même que le second après luy prend celle de Monsieur le Duc sans addition, et le troisième celle de Monsieur le Comte. Ces Titres dans ce cas sont purement honorifiques et n'attribuent à ceux qui les portent aucun privilège particulier qui les distingue des autres Princes du Sang, - suivant cet usage M. le Duc d'Orléans d'aujourd'hui devoit s'appeller M. le Prince, M.^r le Duc de Chartres son fils, M. le Duc, et M. le Prince de Condé, M. le Comte. mais

la maison d'Orléans ayant négligé ces Titres, -
celuy de M. le Prince n'est porté présentement
par personne, et la maison de Condé en demeure
en possession de ceux de M. le Duc, et de M. le
Comte.

Les Princes du Sang sont pairs nés du
Royaume, ils entrent au parlement à 15 ans
sans prêter serment, ils y ont des honneurs
au dessus des Pairs, et jouissent de toutes les
prerogatives de la Pairie. j'ay déjà renvoyé
le lecteur au Ch. des Pairs. pour connoître
toutes les contestations qu'ils ont essuyées à ce
Sujet.

Les Princes du Sang sont conseillers nés
du conseil privé du Roy, et par l'ordonnance

de Charles VI du 26 Decembre 1407 les plus proches
de la Couronne doivent entrer dans le Conseil de
Regence etabli pendant la minorité des Roys.

Du Tillet recueil des Roys de France pag. 316 et 317. Ed. in 4^o

Ils sont exempts de tous droits de chancellerie
par lettres patentes de Charles VI du 16. ^{6^{vo}} 1401.
qui sont en la Chambre des Comptes de Blois,
et de tous peages par arrêt du 8^e Juin 1387
en faveur de Madame Blanche de France
Duchesse d'Orleans fille de Charles le Bel.
Du Tillet. ibidem.

Il y a même un exemple qu'à leur entrée
dans les villes ils ont delivré des Prisonniers.
Louis XI en accorda la faculté à Charles
Comte d'Angoulême par lettres du mois de

7.^{bre} 1477. qui exceptent les crimes de lèze-majesté
et de fausse monnoye, mais je croia cet
Exemple unique. du Tillet ibidem.

Tels sont les principaux privilèges des
Princes du sang. Je n'entreprendray pas de
détailler les honneurs qu'on leur doit. ils
ne scauroient être trop grands pour le
sang qui nous donne des maîtres.

Je ne mets pas aux rang des privilèges
des princes du sang la remarque que font
du Tillet et l'oyseau que sous la troisième
race de nos Rois aucun d'entre eux n'a
été exécuté à mort, et qu'il ny en a même eu
qu'un seul condamné à perdre la vie, Jean
d'alençon sous le règne de Louis **XI** qui

luy meme abolir ce jugement, il est vray
 que Jean d'alençon est le seul qui aie été
 jugé en personne, et que les autres nous
 été condamnés que par contumace. il ne
 faut de l'indulgence, donc nos Roys nous
 en que trop d'occasions d'usage envers leur
 famille, tirer d'autre consequence, si ce n'est
 que leur sang est trop précieux à l'Etat
 pour qu'ils ayent consenti à le laisser rependre.
 mais aussi plus il est précieux, plus il devrait
 être fidèle, et loin de vouloir se faire un titre
 d'impunité de la Clémence de leur Maître
 envers leurs Ayeux, les Princes du sang eux
 memes ne me desavoueroient pas, si je pouvois
 effacer de notre ^{les traces du} Histoire ~~le~~ besoin qu'ils en ont

en par leurs Crimes.

Des Princes légitimés

Les Princes légitimés suivent de
après les Princes légitimes du Sang par le
rang et par les honneurs qui leur sont
attribués que la matière que je traite
ne seroit pas complète si j'omettois
de faire mention d'eux. ils sont Princes
aussy tôt qu'ils sont reconnus. c'est un titre
qu'on ne peut contester à la dignité du
Sang dont ils sont issus, et sous les
deux premières races de nos Rois ils
succédoient à la couronne. Clovis même

que l'on peut regarder comme le fondateur
 de la monarchie étoit Bastard et
 Bastard adulterain puisque nous ne le
 connoissons que comme le fruit de
 amours romanesques de Bazine Reine
 de Thuringe qui s'étoit échappée du lit
 de son mary pour suivre Childéric son
 amant. Des quatre fils de Clovis qui
 partagerent ses Etats après luy Thierry
 l'aîné qui eut l'Austrasie étoit fils d'une
 Concubine que son Père avoit aimée
 avant son mariage avec Clotilde. La
 naissance de Clotaire le grand suivant
 l'opinion la plus commune n'étoit pas
 légitime, et Sigebert Bastard de Dagobert I.

partagea la couronne avec Clovis **II** son
frere ni d'un mariage conforme aux Loix
voila les exemples de la premiere Race.

La seconde ne nous en fournit pas
de moins authentiques. Charles Martel qui
en fut la Tige devoit le jour a l'amour de
Pepin de herstal son Pere pour sa concubine ^{+ maire du palais}
alpaide, et Louis et Carloman qui regnerent ^{de franco}
ensemble etoient constamment Bastards
de Louis le Begue Roy et Empereur.

Il n'en fut pas de meme sous la
troisieme race ou les Bastards furent
exclus de toute succession a la Couronne.

Baquet du Droit de Bastardise Part I. ch. 2. pretend
que Hugues Capet ordonna que de la en

avant aucun bastard ne seroit advoüé en
 la maison de France, ne pourroit porter
 le surnom d'icelle, ny pareillement
 l'armoirie tant sur elle barrée comme il
 est porté par les annales. et il ajoute que
 ce fut en consequence de cette ordonnance
 de hugues Capet que lorsque les lettres
 patentes d'union du Duché de Bretagne
 a la Couronne furent verifiées au parlement
 de Paris le 18^e 9^{bre} 1532 sous le regne de
 Francois I il fut deffendu aux Bastards
 de la maison de Bretagne de porter le surnom
 et les armes de cette maison.

Il ne manque malheureusement a ce
 qu'avance Baquet a cet egard que l'existence

des annales qu'il cite en general pour les
garands, et que j'avoue que j'en ay pu
decouvrir. Celles qui sont entre les mains
détour le monde dans le recueil de Duchene
ne font aucune mention de la pretendue
Ordonnance attribuee a hugues Capet.
et les Chroniques de ce tems sont meme
si abregies et si equivokes qu'il n'est
pas possible d'en esperer de grandes lumieres
ny des Lumieres Surees :

J'en pretends pas pour cela soutenir
que l'exclusion des Bastards de la couronne
ne soit l'ouvrage du regne de hugues capet
J'en suis au contraire aussi persuade que
personne, mais j'en croia pas devoir fonder

mon avis sur des Titres imaginaires lorsque
je **Carone** que j'en ay que des conjectures

Je rejette meme les raisons sur lesquelles
se fonde l'oyseau. Traitté des Ordres Ch. 7. Nomb. 88.
ou il pretend que cette exclusion estoit de droit
commun dans les Etats de la Chretienté ou
la polygamie, et le Concubinage sont deffendus.
il semble suivant ces auteurs que la religion
Chretienne ne fut pas comme en France sous
la premiere, et la seconde race, puisqu'il conviend
que sous ces deux races, les Bastards des Roys
estoient admis au partage de la Succession
de leurs Peres, ne l'estoit elle pas en Allemagne
ou Arnould Bastard de la maison de
Charlemagne a regné sous le Titre d'Empereur.

Enfin l'Espagne et le Portugal, ou les
 Bastards n'ont jamais été exclus ny de la
 Succession particulière ny de celle de l'Etat,
 ne sont ils pas des Royaumes Chrétiens, —
 parceque des Batauds y ont plusieurs fois
 monté sur le Trône? j'avoue que la raison
 de l'oyseau me paroit misérable. voici celles
 sur lesquelles je me fonde. j'ay fait voir —
 précédemment que l'avènement de Hugues —
 Capet à la Couronne avoit exclus les Cadets
 des Roys, de tout partage dans leur Succession à
 l'Étre de Souveraineté, et il est aisé de concevoir —
 que la même exclusion rejetta à plus forte —
 raison les Batauds qui suivant la loy divine
 divine étoient infiniment moins favorables.

Quelque puissante que soit cette raison
 elle ne suffiroit pas cependant encore pour
 me déterminer, si elle n'étoit appuyée de la
 Circonstance de l'établissement des fiefs sous le
 Règne de Hugues Capet jay déjà expliqué en
 plusieurs endroits de mes recherches, que les
 François avoient emprunté l'usage des fiefs, du
 commerce qu'ils avoient eu avec les Lombards
 lors de la conquête de l'Italie par Charlemagne
 et il est certain que suivant la loi des Lombards,
 les Bastards étoient exclus de la succession
 des fiefs. Cap. Naturalis. Tit. Si de fondis Controversia
 fuerit. Sera-t-on étonné après cela que les grands
 de l'état n'ayant regardé la possession de la
 Couronne dont Hugues Capet s'étoit emparé, que

comme la possession du fief dominant sur tous
 ceux qu'ils s'étoient formés par leurs usurpations.
 les Bastards ayant été exclus de la succession
 d'une couronne régie par la loi féodale? voilà
 pourquoi la plus part de nos coutumes les
 rejettent presque de l'ordre commun des Citoyens,
 elles ont été dressées d'après cette loi. voilà
 pourquoi dans le Liv. des Etablissements de
 S.^t Louis en 1270. Ils sont traités avec tant
 de rigueur qu'ils n'héritent pas de leurs Pères
 et mères qu'ils sont hommes de Corps presque en
 tous des seigneurs ou du Roy. que leur condition
 est pire que celle des aubains, qu'il ne leur est
 pas permis de vendre ce qu'ils ont acquis, et
 que c'est en quelque sorte une grâce qu'on

leur faire de leur laisser la disposition de leurs
meubles par Testament. Ch. 28. 30. 97. et autres
Ordonnances de Louis X du mois de may 1315. Nouveau
Recueil des Ordonnances. pag. 574. Chamb. des Comptes
de Paris. Liv. 5.^e quest. fol 17.

La piete de S.^t Louis ne permet^{pas} de douter
des motifs de sa rigueur, contre les fruits d'un
Crime quelle luy rendoit plus odieux qu'à un
autre, ainsi voyons nous bientôt après, c'est
à dire, dans le Siècle suivant, cette rigueur
adoucie dans une ordonnance de Charles VI.
du 5 de 7.^{bre} 1386. qui suppose que des lors,
leurs enfans légitimes leur succèdent à
l'exclusion des seigneurs et du Roy même.
Ch. des Comptes de Paris. Memorial B. fol 94.

Il est même certain que la légitimation a
 toujours été un moyen, si ce n'est de mettre les
 Bastards dans tous les droits des enfans
 légitimes, au moins de les faire entrer dans
 l'ordre de la Société, et c'est par cette raison
 que nous voyons dans nos histoires les
 Bastards des maisons illustres servir à la
 Guerre au rang de la noblesse, et même
 y jouer de grands personnages, de manière
 même que nos auteurs les plus éclairés n'ont
 pas hésité d'avancer que le Bastard d'un
 gentilhomme étoit exempt de Taille
 comme gentilhomme luy même. Chassanée
 Guy pape Decis. 580 Boyce Decis 127. Rebuffe sur
 le Concordat § quia vero de Collat.

L'art. 26. du reglement de 1600 prononce
 en Termes formels le contraire et Loysseau
 Traicté des Ordres Chap. 5. Nomb. 62 cherche à
 concilier l'opinion des Docteurs avec la loy,
 en convenant que les Bastards des simples
 Gentilhommes ne sont pas nobles quoiqu'ils
 soient reconnus, mais que ceux des Seigneurs le
 sont. nous n'avons plus en France de ces
 Hauts Seigneurs, de ces Ducs de Normandie et
 d'Aquitaine &c. dont les Bastards étoient
 nobles incontestablement. mais si leurs
 Bastards étoient gentilhommes, il me
 semble démontré qu'à plus forte raison
 ceux de nos Princes du Sang du Sang le
 doivent être, et si les princes sont des

Gentilhomme que doivent faire les Roys -
 si ce n'est des Princes? mais des Princes d'une
 condition inferieure par le vice de leur
 naissance, aux Princes du sang legitimes.

Ainsy voyons^{nous} des le Commencement de
 la troisieme race, et dans le tems que l'exclusion
 des Bastards devoit estre plus recente, amaury
 fils naturel du Roy Robert mis en possession
 par son Pere du Comte' de monfort, et ses
 descendans, tenu dans l'Europe, et meme en asie
 un rang distingue' entre les plus grands
 Princes. cest de ce Bastard que sont sortis
 Baudouin et Amaury Roys de jerusalem,
 Simon de Monfort si celebre par ses exploits
 contre les albigeois, qui luy acquerirent le

Comte de Toulouse, et un autre Simon de
 monfort Comte de Leintre beaufrere de
 Henry III Roy d'Angleterre qu'il vainquit en
 Battaille rangée, et pris prisonnier avec son
 frere et son fils ainé. Cette maison bâtarde
 est grande dans sa naissance, et joue un si
 grand role dans l'histoire, que du Tillet qui
 la connoit pour telle, declare qu'il n'hésite
 pas a mettre sa genealogie avec celle des
 Princes legitimes issus de la maison de France.

Recueil des Roys. pag. 69. et 70.

Le meme du Tillet dans l'endroit que je
 viens de citer, nous apprend que les Bastards
 des Seigneurs estoient dans le meme tems
 en possession des grandes Terres, et de faire

des alliances illustres, et l'exemple qu'il nous
fournit est d'une Espee bien singuliere, —
puisqu'il s'agit du Bastard d'un archeveque. cet
archeveque etoit Robert archeveque de Rouen
fils de Richard I^{er} Duc de Normandie. son fils —
Richard Comte d'Evreux epousa Elizabeth de
Monfort petite fille d'amaury Cige de cette
maison.

Voila je crois ma proposition bien prouvée
que les Bastards des Roys sont Princes, et les
Bastards des Princes sont Gentilshommes, et
même tiennent un grand Etat parmi la
noblesse, lorsque par leurs vertus, ou par la
faveur de leurs Peres ils parviennent a se
procurer des Etablissements. Je pourrois pour —

prouve la seconde partie de ma proposition
 entre plusieurs autres Exemples adjointes celui
 du Comte de Dunois que Charles Duc d'Orleans
 donna pour son frere le 21 juillet 1437 en
 luy donnant le Comte dont il porta le nom, -
 Nom qui le rendit si celebre contre les Anglois,
 que sa posterite quoyque Bataille d'un Prince,
 ne voyoit que les Princes au dessus d'elle, sans
 quelle a subsisté. Choppin Du Domaine. Liv. I. Tit. 10

Je reviens aux Bastards des Roys, il faut
 convenir que l'exemple de la maison de monfort
 est un exemple unique dans les commencemens
 de la troisieme race. nous trouvons au contraire
 que nos monarques, craignant apparemment
 que leurs enfans naturels ne pretendissent faire

revivre les droits que leurs semblables avoient
 incontestablement sous les regnes de la Postérité
 de Clovis et de Charlemagne affectoient de leur
 faire prendre le party de l'Eglise, c'est ainsi du
 moins qu'en usa Louis le jeune a l'égard de
 Philippe son Bastard qui estoit doyen de S.^t
 Martin de Tours, et qui mourut avant son
 pere. Du Tillet Recueil des Rois. pag. 96 et in 4.^e Pierre
 Charles Bastard de Philippe Auguste et connu
 par les Philippides composés en vers latins par
 Guillaume le Breton son precepteur fut eveque
 de Soissons apres avoir été Trésorier d'une
 Eglise a l'age de 15 ans. ibid. pag. 102 il estoit naturel
 que nos Roys prissent cette Precaution contre
 des prétentions qui n'étoient condamnées par

aucune Loy de l'Etat, à moins qu'on ne voulut
 appliquer comme il étoit juste à la succession
 du Trône, celles qui exclusient les Bastards de
 la Succession des particuliers. quoy qu'il en soit
 cette Loy qui n'étoit point écrite dans les
 fastes de la monarchie, s'est gravée si profondément
 dans le Cœur des François que lorsque nos Roys
 ont cru pouvoir laisser agir en faveur de leur
 Bastards leur tendresse paternelle, en les comblant
 d'honneurs, et même en les rappelant à la
 Couronne après les Princes du Sang comme ce
 fait Louis XIV, leur autorité a trouvé des bornes
 contre lesquelles elle a échoué. Le Lecteur
 trouvera dans le Chapitre des Parvies tout ce
 qu'il pourroit desirer pour la fin de celui cy,

Je veux dire l'histoire des droits et des honneurs
des princes Legitimés depuis Henry IV jusqu'à
nous.

J'ajouteray seulement que c'est une maxime
reçue en France et qui fait partie de nos libertés
que le Pape ne peut legitimer des Bastards. de
quelle consequence en effet ne seroit il pas qu'il
put nous donner des Princes malgré le Roy
même? Du Tillot. Traict. des Lib. de l'Egl. gallicane -
pag. 286. Ed. in 4^e. il est cependant vray que Pierre
Charles Bastard de Philippe auguste avoir été
Legitimé par le Pape Honoré III. Du Tillot. Recueil
des Roys. pag. 102. mais la maxime n'en est pas
moins Constante.

Ce qui peut Surprendre avec raison est que

dans le même tems quil est interdit aux
 Princes légitimés de prendre le surnom de
 France, même de se qualifier Princes du Sang,
 cependant les filles naturelles de nos Roys ayent
 cette faculté. Quelque bizarre que soit ^{cet} usage
 il n'en est pas moins certain par trois exemples.

Le premier est celui de Marie fille de Charles
 VII légitimée par lettres de 1458 dattica de vendome
 qui luy donna le surnom de Valois, et la
 permission de porter les armes de France chargées
 d'une Barre. elle épousa ensuite Olivier de
 Coëtivy fils de l'amiral.

Le second est du même Roy en faveur de
 Marguerite de Valois sa seconde fille naturelle
 accordée à Jean de Belleville, il en avoit une

troisième nommée Charlotte mariée à Louis de
 Brezé grand Senechal de normandie, mais elle
 ne prit que le surnom de france, et non celui de
 Valois.

Le troisième exemple est celui de Jeanne de
 france fille de Louis XI. et mariée à Louis
 Bastard de Bourbon Comte de roussillon, et amiral
 de france. Du Cille Recueil des Roys pag. 286. Ed. in 4^e

Des Princes Etrangers.

Il me reste à parler des honneurs qui sont
 rendus en france aux Princes étrangers. il y en
 a de deux sortes. Ceux qui sont actuellement
 Souverains, et ceux qui ayant été Souverains
 ou étant descendus de Souverains sont venus
 s'établir en france, ou ils sont devenus Sujets.

À l'égard des premiers, les honneurs qu'on leur rend ne tirent point de conséquence, et ne sont que l'effet de la politesse de la nation. il y a une infinité d'exemples qu'ils ont pris séance au parlement, mais le parlement dans ce cas pour ne les point confondre avec les Princes du Sang, ne les qualifie point Princes qu'il n'ajoute le Nom de leur pays Loiseau. *Traité des ordres. Chap. 7. Nomb. 96.*

À l'égard des Princes étrangers devenus sujets ils n'ont d'entrée au parlement qu'autant qu'ils ont des Pairies. mais cela pour ils jouissent de grands Privilèges. Cels sont ceux de se couvrir devant le Roy, quand il donne audience publique aux ambassadeurs, et que toutes les filles de leur maison même des Branches cadettes

ont les entrées du Louvre avant que d'être mariés
et prennent le Cabouret chez la Reine.

Les maisons de Lorraine, de Bouillon, et de
Rohan Soubize sont les seules en France en
possession de ces honneurs. et le feu Roy ordonna
à ses Secrétaire d'Etat de les traitter de
Monsieur en leur écrivant.

Leur Chimere est de prétendre le titre
d'Altesse, mais il ne leur est pas dû, et les Princes
du sang ne le leur souffriroient pas.

La maison de la Trimoüille jouit aussi du
privilege singulier à la Cour que le second fils de
l'aîné a les honneurs du Louvre, sans qu'ils passent
à son fils, et on peut attribuer ce droit aux
prétentions assez bien fondées de cette maison.

sur le Royaume de Maptia, dans le sens il
tendrait de la nature de ceux des Princes
Etrangers. /

